



Assemblée nationale

journal des Débats

Quatrième session — 30^e Législature

Le vendredi 26 mars 1976

Vol. 17 — No 8

Président: M. Jean-Noël Lavoie

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Table des matières

| | |
|--|-----|
| Dépôt de documents | |
| Rapport sur l'habitation | 219 |
| Rapport annuel de la Commission des accidents du travail | 219 |
| Questions des députés | |
| Choix des avocats dans les causes du gouvernement | 219 |
| Fusion éventuelle de Chicoutimi et Jonquière | 221 |
| Situation financière de l'hôpital de Val-d'Or | 222 |
| Incendie de l'usine James Richardson en Gaspésie | 224 |
| Licences de la Régie des entreprises de construction | 224 |
| Le projet Lebourgneuf et la Société d'habitation du Québec | 226 |
| Dépôt de documents (suite) | |
| Comptes publics 1974/75 | 227 |
| Travaux parlementaires | 227 |
| Projet de loi no 14— Loi modifiant la Loi sur les impôts | |
| Deuxième lecture | 227 |
| M. Robert Quenneville | 228 |
| Vote de deuxième lecture | 228 |
| Projet de loi déferé à la commission | 229 |
| Débat sur le discours inaugural (suite) | |
| M. Marc-André Bédard | 229 |
| M. Lucien Caron | 235 |
| M. Pierre Mercier | 237 |
| Ajournement | 242 |

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec.
G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

(Dix heures treize minutes)

Le Président (M. Lavoie): A l'ordre, messieurs!

Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions non annoncées.
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.
Présentation de projets de loi au nom des députés.
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.

L'honorable ministre des Affaires municipales.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Rapport sur l'habitation

M. Goldbloom: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport du groupe de travail sur l'habitation.

Le Président: L'honorable ministre du Travail.

Rapport annuel de la Commission des accidents du travail

M. Harvey (Jonquière): M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la Commission des accidents du travail de Québec, pour l'année 1975.

Le Président: L'honorable ministre d'Etat aux Finances et aux Transports.

M. Berthiaume: M. le Président, c'était mon intention de déposer ce matin les comptes publics, mais c'est un oubli de ma part, j'ai oublié de les apporter avec moi. Je ne sais, si avec la permission de l'Assemblée, je pourrais revenir après la période des questions pour les déposer.

M. Burns: Pour un ministre qui a des blancs de mémoire on va accepter. Vous déposerez votre blanc de mémoire.

Le Président: Questions orales des députés.
L'honorable député de Maisonneuve.

QUESTIONS DES DÉPUTÉS

Choix des avocats dans les causes du gouvernement

M. Burns: M. le Président, mardi dernier, j'ai fourni au ministre de la Justice une liste d'avocats sur laquelle on retrouvait trois colonnes différentes, c'est-à-dire: travail antérieur, élections 1970 et cote finale selon un barème de A, B, C ou D. J'ai affirmé, M. le Président, à cette occasion, que cette liste servait de système de base pour la dis-

tribution des causes aux avocats, du moins dans le district judiciaire de Montréal. J'ai même fait allusion au fait que cela pouvait possiblement nous laisser croire qu'il s'agissait d'un système de patronage.

Le Président: Votre préambule n'est pas régulier.

M. Burns: M. le Président, je tiens à rétablir...

Le Président: Il n'est pas permis d'émettre une expression d'opinion, une déduction, une imputation de motifs. C'est dans notre règlement à l'article 168, deuxièmement.

M. Burns: Je ne le fais pas ce matin.

Le Président: Mais vous l'avez fait, vous avez reconnu que vous l'avez fait.

M. Burns: J'ai dit: J'ai mentionné que cela pouvait... En tout cas, j'arrête là, M. le Président, mon préambule. Je signale simplement que le ministre de la Justice m'avait promis de faire enquête à ce sujet auprès des fonctionnaires de son ministère, après que je lui eus fourni la liste. Est-ce que le ministre, première question, pourrait nous dire s'il a fait cette enquête et, si oui, quels sont les résultats obtenus?

M. Levesque: M. le Président, il n'y a pas que des ministres qui ont des blancs de mémoire, je pense que le leader de l'Opposition officielle souffre de cette maladie d'une façon aiguë. Jamais; au contraire j'ai dit qu'il n'y avait pas lieu de faire enquête sur le genre de documents non signés qui n'avaient aucune source. Le député lui-même ne pouvait nous donner aucune source de ce document. Je n'ai certainement pas dit que je ferais enquête sur un tel document, que je ne voudrais pas qualifier, afin de rester dans l'esprit parlementaire en même temps que dans l'esprit de nos règlements.

M. Burns: M. le Président, une question additionnelle. J'ai, avant la période des questions, fourni au ministre de la Justice un autre document qui m'est parvenu de la même façon que celui que j'ai remis la semaine dernière, et ce document a l'intérêt suivant que je signale au ministre de la Justice. C'est une autre liste de 29 avocats qui se retrouvent tous parmi les 225 avocats, à l'exception de deux, notre collègue d'Anjou, Me Yves Tardif, dont je ne connais pas la cote, M. le Président, et Me John Ferrara, qui est actuellement conseiller juridique au ministère de la Justice.

Est-ce que je pourrais attirer, c'est cela le but de ma question, l'attention du ministre sur la concordance qui existe entre cette liste et celle que je lui ai transmise mardi, puisque les 29 avocats qui sont sur la liste que j'ai remise au ministre ce matin, sauf les trois derniers qui ont peut-être été ajoutés par la suite, sont tous cotés A ou B, selon la première liste?

Alors, est-ce que au moins, sur la fourniture

ou le dépôt auprès du ministre de cette deuxième liste, il pourrait maintenant faire enquête auprès de son ministère?

M. Levesque: M. le Président, à première vue, c'est clair que, lorsque le député se réfère au député d'Anjou, je n'ai pas besoin de faire enquête, qu'il n'est pas sur la liste des avocats retenus par le ministère de la Justice.

M. Burns: Mais est-ce qu'il est possible qu'une liste semblable soit utilisée, peut-être pas cette liste puisque tout au long de cette discussion j'ai toujours mentionné que c'était évidemment une liste qui était utilisée au cours des années 1970/71? Est-ce qu'une liste semblable est utilisée? C'est là-dessus que je demande au ministre de faire enquête. Est-ce que le ministre de la Justice pourrait nous dire — on va s'arrêter à une date précise — s'il est exact, après l'élection de 1970, que les mandats en provenance du gouvernement ont été distribués de la façon décrite dans la liste que j'ai remise ce matin au ministre de la Justice, c'est-à-dire par exemple que les causes concernant les accidents du travail auraient été distribuées moitié-moitié à deux avocats, Me Pierre Lapointe et Me Simon Venne?

Est-il exact également que les causes de la RAQ auraient été distribuées à un tiers-un tiers-un tiers entre Mes Ferrara, Hébert et Thomas, que les causes du salaire minimum auraient été distribuées à parts égales entre quatre avocats, Bernard Tellier, Pierre Lapointe, Arthur Boivin et Guy Rouleau et, enfin, que les causes de la Régie des transports auraient pu être divisées en trois entre Pierre Hébert, Germain Champagne et Auguste Choquette? C'est ce que nous dit cette liste.

M. Levesque: M. le Président, je peux dire à l'honorable député de Maisonneuve que c'est sûr que ces causes, qu'elles relèvent du Code de la route, pénal ou civil, etc. ont sûrement été données à quelques avocats, parce que ce n'est sûrement pas le Procureur général qui est allé les plaider lui-même.

Maintenant, c'est la responsabilité du Procureur général de choisir les avocats qu'il délègue et qui le représentent. C'est une responsabilité qui appartient au ministre de la Justice et Procureur général. Mon prédécesseur avait probablement les mêmes attitudes. Nous n'avons pas l'intention de partager cette responsabilité avec l'Opposition, même si elle est officielle et même si elle a toute la compétence qu'on voudrait lui attribuer.

Le mandat que j'ai comme ministre de la Justice, je n'ai pas à le partager avec l'honorable leader de l'Opposition officielle.

M. Burns: Heureusement pour nous.

M. Levesque: Mon prédécesseur et moi-même et mon successeur éventuel n'avons pas à partager cette responsabilité, au contraire nous avons à l'assumer pleinement. C'est une responsabilité qui est la nôtre de voir à ce que les procu-

reurs soient choisis selon leur compétence et fassent un très bon travail.

S'il y a de ces procureurs qui, présentement ou même dans le passé, ont représenté le ministère de la Justice et ne l'ont pas fait d'une façon convenable, raisonnablement satisfaisante, je demanderais à l'Opposition officielle de m'indiquer en quoi les procureurs choisis, soit par mon prédécesseur ou soit par moi, n'ont pas fait leur travail à la satisfaction du public québécois. La responsabilité que j'assume en choisissant un procureur, c'est qu'il fera un travail à la satisfaction des citoyens du Québec, à la satisfaction du ministère de la Justice. S'il y a quelqu'un, dans l'Opposition officielle ou dans n'importe quelle opposition ou même chez les ministériels, qui peut dire au ministre de la Justice, ce matin, qu'il y a eu un manque de ce côté, une lacune, à ce moment-là, M. le Président, je suis prêt à faire enquête pour voir si un tel avocat qui a été choisi n'était pas digne de l'être, n'était pas compétent.

A ce moment, M. le Président, je prendrai mes responsabilités, mais personne autre que moi, aujourd'hui, comme ministre de la Justice, ne peut prendre cette responsabilité. J'ai assumé cette responsabilité devant la Chambre. Si dans le choix des avocats il y a quelque chose qui peut être reprochable, je suis prêt à répondre et je suis peut-être plus prêt à en discuter lors de l'étude des crédits parce qu'à ce moment on peut discuter beaucoup plus facilement que durant la période des questions.

D'ailleurs, les crédits du ministère seront étudiés très prochainement.

Le Président: Dernière question.

M. Burns: M. le Président, en vertu de l'article 96, je pense qu'on interprète mal le sens de mes questions. Remarquez que c'est très habile de la part du leader du gouvernement de le faire ainsi. Je ne m'attaque pas aux avocats en question, que ce soit bien clair, je m'attaque à la méthode...

Le Président: Alors, je ne permettrai pas de débat sur cette question. Question additionnelle. Comprenons-nous.

M. Burns: Question additionnelle.

M. Lacroix: ... traître dans les différents ministères?

Le Président: A l'ordre, messieurs! A l'ordre!

M. Lacroix: Ce sera bien plus grave que cela. C'est de l'enfantillage.

Le Président: S'il vous plaît! Le député des Iles-de-la-Madeleine, s'il vous plaît!

M. Lacroix: Allons-nous nous laisser écoeurer à tous les matins par ce...

Le Président: Non, non, mais prenez la pa-

role, levez-vous, respectez le règlement. Je ne peux pas permettre cela.

M. Lacroix: Je lui dis: Qu'il nous présente la liste de ses traîtres dans tous les ministères, M. le Président...

Le Président: A l'ordre!

M. Lacroix: ... pour voir si cela va être aussi honorable.

Le Président: A l'ordre! A l'ordre s'il vous plaît!

M. Burns: Vous confirmez que c'est une liste qui vient d'un ministère?

Le Président: A l'ordre!

M. Burns: C'est ce que vous confirmez, c'est une liste qui vient d'un ministère?

M. Lacroix: Il n'y a pas de liste; on va demander au ministre d'en avoir une pour avoir des bons gens, des gens honnêtes, que ce ne soit pas des péquistes, des traîtres comme vous.

M. Burns: C'est pourquoi je pose des questions au ministre, c'est exactement pourquoi je pose ces questions. Puis-je demander, M. le Président, en dernière question additionnelle, au ministre de la Justice de faire enquête? Il m'a dit qu'il ne l'avait pas promis mardi, je prends sa parole. Mais ce matin, maintenant que je viens de lui remettre cette deuxième liste, maintenant que je vois une certaine concordance entre cette liste et celle que j'ai remise mardi, le ministre de la Justice peut-il me promettre de faire enquête relativement aux faits qui apparaissent dans cette liste?

M. Levesque: M. le Président, je suis fort surpris de l'insistance du député de Maisonneuve. Je ne devrais peut-être pas me surprendre. Il a jeté à la pâture publique une série de noms, 225 noms, la semaine dernière et, à ce moment, j'ai refusé de faire enquête sur quelque chose qui n'avait aucune date, aucune signature et dont on ne m'a jamais donné la source.

Evidemment, j'ai remarqué comme tout le monde qu'il devait y avoir d'excellents avocats dans cette liste parce que j'ai reconnu qu'au numéro 178 de la liste, il y avait un avocat personnel du député de Maisonneuve qui serait classé AAA. J'ai trouvé que dans ce cas-là, M. le Président, lorsque le député de Maisonneuve a à choisir un avocat, il consulte la liste lui aussi.

M. le Président, je ne sais pas, aujourd'hui plus qu'hier, la valeur de ladite liste. Comment me demanderait-on de faire une enquête sur une comparaison avec une nouvelle liste ni datée ni signée, et celle-là qui ne l'était pas plus, M. le Président? On me demande de faire enquête sur un document, celui de ce matin, qui — je vais le dire franchement — a l'air un peu plus habillé.

M. Burns: C'est la concordance entre les deux qui est importante.

M. Levesque: Non pas parce qu'il est signé, non pas parce qu'on en a davantage déclaré la source, non pas parce qu'il contient quoi que ce soit de plus officiel, mais, à première vue, il a l'air un petit peu mieux habillé. C'est normal, M. le Président, qu'au ministère de la Justice on ne donne pas tous les mandats au même avocat. On ne peut pas les donner aux 5000, mais on ne peut pas les donner à un seul non plus. Ce serait exagérer d'un côté comme de l'autre.

Il est normal, M. le Président, qu'il y ait des avocats à qui on confie — comme le montre ce document qu'on m'a remis tout à l'heure, si on peut appeler cela un document — des responsabilités pour représenter le Procureur général dans le domaine civil, dans le domaine pénal, à la Régie des alcools, Code de la route, etc. Là, évidemment, c'est une division qui me semble, à première vue, correspondre aux responsabilités du ministre de la Justice, c'est-à-dire confier différents mandats à divers avocats dans divers domaines, selon la spécialité et la compétence de chacun. A première vue, cela correspondrait plus à quelque chose qui se tiendrait dans une administration saine.

M. Burns: ... faire enquête.

M. Levesque: Mais quand on me demande de faire une comparaison entre ce document qui n'a rien de plus officiel que l'ancien, sauf sa présentation, et ce document qui n'a aucune valeur quelle qu'elle soit... J'ai même, pour m'amuser, non pas pour faire enquête, essayé de trouver cela quelque part au ministère. Evidemment, je n'ai jamais pu trouver une telle affaire au ministère de la Justice, M. le Président.

On me demande donc de faire une comparaison avec quelque chose qui n'existe pas. Quant à moi, M. le Président, je dis: Non.

M. Burns: Vous ne faites pas enquête?

Le Président: L'honorable député de Chicoutimi.

Fusion éventuelle de Chicoutimi et Jonquière

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires municipales, concernant le rapport Castonguay et la loi 98. Comme le ministre le sait, le rapport Castonguay émet l'opinion que les deux agglomérations urbaines de Chicoutimi et Jonquière doivent demeurer deux pôles municipaux distincts et ce, au nom d'une saine concurrence. Or, le ministre sait que la loi 98 prévoit la fusion de ces deux villes pour le 1^{er} janvier 1978. Etant donné l'insécurité et le doute qu'une telle opinion peut occasionner au niveau des édiles municipaux et des populations concernées, je voudrais demander au minis-

tre s'il est en mesure d'exprimer, en son nom et au nom du gouvernement, son accord ou son désaccord avec une telle opinion et s'il entend apporter des amendements à la loi 98.

M. Goldbloom: M. le Président, je remercie l'honorable député de Chicoutimi de me fournir l'occasion de tirer des choses au clair quant à ce dossier. Ce n'est pas péjoratif à l'endroit du rapport d'un groupe d'étude de dire que c'est le rapport d'un groupe d'étude. C'est une opinion qui est éminemment respectable, qui mérite notre respect, mais je tiens à dire que ce groupe d'étude a été constitué pour examiner le phénomène de l'urbanisation. Que le rapport se prononce sur des cas d'espèce et exprime une opinion, c'est la liberté des membres du groupe qui est exprimée là-dedans, mais, sur les cas d'espèce, je pense que c'est la politique gouvernementale qui doit avoir préséance.

La loi est là, la loi demeure. Je n'ai pas l'intention de proposer des changements de cet ordre. Je pense que nous devons tout simplement dire que, lors du débat, il y a eu divergences de vues sur les moyens, mais qu'il n'y a pas eu divergences de vues à la commission parlementaire quant à l'objectif. L'objectif était de créer l'éventuelle ville pour laquelle nous avons suggéré le nom Saguenay et la ville de La Baie. Cet objectif demeure et la loi demeurera.

M. Bédard (Chicoutimi): Une question supplémentaire, M. le Président. Le ministre nous dit qu'il n'est pas question de changements de cet ordre, entre autres, en parlant de l'objectif à poursuivre, à savoir une seule ville dans le Haut-Saguenay. Le ministre laisse-t-il entendre qu'il y aurait d'autres changements possibles, peut-être mineurs?

Par exemple, est-ce que le ministre envisage la possibilité de tenir un référendum auprès des populations concernées, avant de passer à l'étape finale?

M. Goldbloom: M. le Président, justement, si j'ai pris la précaution de laisser une porte ouverte, c'est parce que je ne voudrais pas que des inconvénients soient perçus dans l'application de la loi et que j'ai déclaré qu'il n'y avait pas de changements possibles. Quant à la tenue d'un référendum, non, je ne le crois pas. Certaines suggestions ont été formulées, notamment, par des citoyens de la ville de La Baie. Je me penche là-dessus pour voir s'il est opportun d'apporter des modifications pour faciliter l'implantation de cette nouvelle ville.

Le Président: Dernière.

M. Bédard (Chicoutimi): Dernière question supplémentaire, sur la fin de la réponse du ministre. Justement, concernant des amendements possibles en ce qui a trait à la ville de La Baie, face aux représentations qui ont été faites au ministre par certains édiles municipaux et par d'autres, via d'autres sources, est-ce que le ministre envisage

la possibilité d'ordonner des élections dans la ville de La Baie avant l'échéance prévue par la loi 98?

M. Goldbloom: M. le Président, c'est justement, comme le député le sait, une suggestion qui a été formulée par plusieurs personnes. J'essaie d'évaluer l'opportunité d'apporter une modification dans ce sens. Il n'y a pas de décision prise, en ce moment.

M. Bédard (Chicoutimi): Quand le ministre croit-il être en mesure de nous donner une réponse sur le point précis de la possibilité d'élection hâtive dans la ville de La Baie?

M. Goldbloom: Sur le plan pratique, M. le Président, parce que, par tradition, les élections municipales ont lieu en novembre, s'il est question de faire tenir des élections dans La Baie cette année, au lieu de l'an prochain, il faudra le faire prochainement, pour que le mécanisme puisse être mis en marche. C'est difficile de donner une date précise, mais...

M. Bédard (Chicoutimi): Une date approximative.

M. Goldbloom: ...en dedans des deux prochains mois, il faudra arriver à une décision, je pense.

M. Bédard (Chicoutimi): D'accord.

Le Président: Le député de Rouyn-Noranda.

Situation financière de l'hôpital de Val-d'Or

M. Samson: M. le Président, je voudrais adresser ma question au ministre des Affaires sociales. Compte tenu de certaines rumeurs qui circulent à l'effet que plusieurs conseils d'administration d'hôpitaux sont dans de mauvais draps, se voyant couper les vivres par le ministère des Affaires sociales, est-ce qu'il a, dans ce contexte, reçu un avis officiel du groupe de médecins de l'hôpital de Val-d'Or qui réclame du ministère qu'on comble le déficit de fonctionnement de l'année 1974/75 et qu'on accepte le budget de l'année 1976, ce qui n'est pas encore fait?

Le journal rapporte que l'hôpital ferme graduellement ses portes présentement. Est-ce que le ministre peut nous dire s'il est au courant de cette situation?

M. Forget: Oui, M. le Président, je suis au courant de cette situation et je l'ai d'ailleurs commentée, même si les commentaires que j'ai fait à la presse ou à un journaliste en particulier ont donné lieu à un reportage qui avait plutôt tendance à grossir le problème que constituent nos relations avec cet hôpital.

Effectivement, j'ai reçu la lettre en question et, sur ce premier point, j'aimerais préciser que nos interlocuteurs normaux, dans toutes ces ques-

tions, sont constitués non pas par des groupes individuels soit d'employés, soit de professionnels à l'intérieur des établissements, mais avec la direction et le conseil d'administration des établissements. Ce n'est donc pas à ceux qui nous ont écrit, qui étaient les membres du conseil des médecins et des dentistes, que nous allons en premier lieu répondre, mais à l'administration et au conseil d'administration.

De ce côté nous avons eu, avec le conseil actuel et avec la toute nouvelle direction assumée il y a quelques semaines par M. Grenier, des discussions tout à fait normales, tout à fait amicales et ce depuis plusieurs mois en compagnie, d'ailleurs, du député d'Abitibi-Est. J'ai rencontré des représentants du conseil d'administration et également des représentants du conseil des médecins et dentistes de l'hôpital, il y a quelques mois. Il avait été convenu, à ce moment, qu'en attendant l'arrivée d'un nouveau directeur général, nous pouvions faire bien peu de chose pour résoudre les problèmes qui se posaient à ce moment sur le plan de la gestion de cet hôpital.

Il est clair qu'il y a un certain nombre de problèmes budgétaires dans cet hôpital, mais il ne faut pas en exagérer la portée comme sont portés à le faire certains médecins qui sont peut-être motivés de bien des façons que je ne commenterai pas ici. J'aimerais malgré tout souligner que nous avons accordé près de \$1 million depuis quelques mois à cet établissement hospitalier dont \$400 000 pour réaménager l'ancien pavillon; nous avons également fait un ajustement budgétaire de l'ordre de \$300 000 pour un hôpital dont le budget est de l'ordre de \$3 millions. C'est l'équivalent qu'on a donné à l'hôpital Notre-Dame pour un ajustement budgétaire de l'ordre de \$4 millions. C'est donc un ordre de grandeur important.

Si on tient compte du fait qu'il s'agit d'un établissement qui a toujours connu un niveau de dépenses fort élevé par rapport à d'autres hôpitaux du même genre, il nous apparaît en position, pourvu que l'effort nécessaire soit fait, de répondre à la demande accrue de services attribuables à la venue dans cette région et dans cette ville en particulier d'un nombre accru de spécialistes due en particulier aux efforts du député de la région d'Abitibi-Est qui a multiplié ses démarches pour attirer des médecins.

Nous n'avons pas l'intention de décourager leur venue dans la région du Nord-Ouest et dans le comté d'Abitibi-Est en particulier, mais il est clair que nous ne pouvons pas pour cela accorder n'importe quel budget. Comme je l'ai signalé, il y a eu dans le passé des problèmes, depuis un très grand nombre d'années, mais la nouvelle direction sera certainement en mesure d'apporter les correctifs nécessaires.

M. Samson: M. le Président, le ministre fait référence à un budget de l'ordre de \$3 millions environ. Les chiffres que j'ai sont différents et je me demande si c'est par inadvertance que le ministre a cité le chiffre de \$3 millions de budget ou si les informations que j'ai sont gonflées. Le budget, le

ministre me dira si je fais erreur, qui est demandé pour cette année est de l'ordre de \$5 335 000 alors qu'il était de \$4 300 000 l'année dernière. Il semble, d'après nos informations, que c'est cet écart qui n'est pas comblé par le ministère des Affaires sociales qui aurait créé cette situation.

Le ministre a peut-être oublié de répondre à une partie de la question; est-il vrai que l'hôpital est en voie de fermer ses portes présentement, depuis la semaine dernière?

M. Forget: M. le Président, je suis content de la deuxième question du député de Rouyn-Noranda. Elle me donne l'occasion d'illustrer la progression extrêmement rapide du budget de cet établissement. J'avais donné l'ordre de grandeur de \$3 millions parce qu'il m'apparaissait raisonnable pour l'époque actuelle, étant donné qu'il y a très peu de temps on parlait dans cet hôpital d'un budget de \$2 millions ou à peine supérieur à \$2 millions, il y a un an et demi ou deux ans.

On parle maintenant de l'année en cours où il y a eu \$4 millions; on demande \$5,5 millions. On se rend bien compte, M. le Président, que ce genre de demande et ce genre de progression constituent précisément le phénomène contre lequel le gouvernement cherche à agir, parce qu'il est clair que le total du budget gouvernemental serait rapidement absorbé par une progression aussi rapide. C'est un fait qu'il y a environ deux ans cet hôpital fonctionnait avec un budget de quelque \$2 millions; on parle maintenant de \$5,5 millions comme conditions essentielles au maintien des services.

Je pense que là on exagère un peu et qu'il faut un peu plus de rigueur de gestion, et c'est le sens de notre intervention auprès non seulement de cet hôpital, mais d'un très grand nombre d'hôpitaux au Québec. Pour ce qui est des fermetures que l'on menace de faire, M. le Président, il ne faut pas faire du chantage, et j'emploie ce mot de façon fort délibérée, de façon, d'un autre côté, fort détendue. Je ne suis pas pris de panique devant une situation comme celle-là. L'an cherche à impressionner la population. Je pense que les professionnels dans leur très grande majorité, médecins, infirmières et autres dans cet hôpital, voudront continuer d'assumer leurs responsabilités pour lesquelles ils sont payés et ne pas pénaliser la population pour un problème de communication interne, pour une part, qui peut être résolu et pour des problèmes qui sont tout à fait normaux de relations avec le gouvernement, qui ne peut pas faire l'impossible dans des circonstances comme celles-là.

Le Président: Dernière question supplémentaire.

M. Samson: Oui, M. le Président. Il peut arriver que les professionnels, comme l'a dit le ministre, n'accèdent pas aux bons vœux du ministre, que l'hôpital continue de fermer progressivement ses portes et que les patients soient obligés de se rendre au centre hospitalier de Rouyn-Noranda, qui lui a actuellement aussi une longue liste d'at-

tente et qui est surchargé. Est-ce que le ministre aurait, pour rassurer la population, une solution de rechange d'urgence advenant que les professionnels n'acceptent pas de suivre les directives qui sont formulées par le ministre ce matin?

M. Forget: M. le Président, nous viendrons à cette question quand elle se posera pour vrai.

Le Président: L'honorable député de Matane est le suivant.

M. Côté: M. le Président...

Le Président: L'honorable député de Matane et, ensuite, l'honorable député de Beauce-Sud.

Incendie de l'usine James Richardson en Gaspésie

M. Côté: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Terres et Forêts. À l'été 1975, l'usine de James Richardson brûlait et mettait ainsi sur le pavé quelque 300 employés. Compte tenu de la situation actuelle, il existe à Cap-Chat un chômage d'environ 70%.

J'aimerais savoir si c'est l'intention du ministre, étant donné qu'il a été saisi du dossier depuis un certain temps, d'intervenir dans ce dossier particulier.

M. Toupin: M. le Président, je ne crois pas qu'on puisse déclarer, comme cela, qu'on interviendra dans un dossier semblable. Plusieurs cas similaires se posent dans la province et un comité de travail prépare actuellement une politique afin de trouver une solution devant permettre à ces entreprises de continuer leurs activités et, si nécessaire, évidemment, de reconstruire certaines parties pour continuer les mêmes activités qu'auparavant.

M. Côté: Question supplémentaire, M. le Président.

Est-ce l'intention du ministère de demander l'amendement de l'arrêté en conseil concernant REXFOR pour l'amener à s'implanter en Gaspésie, puisque la région de la Gaspésie est la seule qui n'est pas reconnue par l'arrêté en conseil après de REXFOR?

Enfin, le ministre pourrait-il me dire si on peut espérer en Gaspésie recevoir le même traitement que Taschereau, en Abitibi, que Samoco, au Lac-Saint-Jean et, éventuellement, que celui que la Québec North Shore recevra sur la Côte-Nord?

M. Toupin: Oui, M. le Président, le ministère des Terres et Forêts n'est pas discriminatoire à l'endroit de quelque région que ce soit et il essaie, avec les moyens qu'il a, de régler les problèmes qui se posent. S'il est nécessaire que REXFOR ait un pied à terre, si on peut s'exprimer ainsi, dans la région qui concerne le député, personnellement je n'y vois pas d'inconvénients, à condition bien sûr que ce soit justifié.

M. Côté: Dernière question supplémentaire, M. le Président.

Le Président: Dernière.

M. Côté: Elle s'adresse également au ministre. Le ministère des Terres et Forêts s'est-il fixé un temps quant à l'étude qui est en cours actuellement?

M. Toupin: Oui, M. le Président, il est nécessaire que j'aie en main des données précises au plus tard d'ici deux semaines, ou trois, au maximum.

Le Président: L'honorable député de Beauce-Sud.

Licences de la Régie des entreprises de construction

M. Roy: Ma question s'adresse au ministre du Travail. M. le Président, je le prierais de se rendre à son fauteuil.

J'aimerais demander au ministre du Travail, ce matin, s'il est en mesure de nous expliquer pourquoi la réglementation qui a suivi l'adoption de la loi 33, la Loi de la qualification professionnelle des entrepreneurs de la construction, oblige tous les salariés artisans — je ne parle pas des entrepreneurs artisans — à détenir une licence de constructeur.

J'aimerais demander au ministre, premièrement, s'il est au courant de ce fait. Deuxièmement, comment se fait-il que cette question n'ait pas été discutée? Ce n'est pas l'esprit de la loi ni celui qui a prévalu lors des discussions qui ont eu lieu au moment où la loi 33 a été adoptée.

M. Harvey (Jonquière): À la première partie de la question du député de Beauce-Sud, ma réponse est oui. À la deuxième partie, le président de la Régie des entreprises de construction du Québec, Me Claude-Ulysse Lefebvre, se préoccupe du cas que vous venez de signaler pour les travailleurs-artisans et doit faire rapport, d'ici quelques semaines, au ministre responsable devant la Chambre de la Régie des entreprises de construction.

M. Roy: M. le Président, je comprends qu'on est encore devant une étude et devant un rapport.

M. Harvey (Jonquière): M. le Président, j'invoque le règlement.

M. Roy: Non, non, j'ai le droit...

M. Harvey (Jonquière): J'invoque le règlement. Je n'ai pas parlé de commission d'étude; j'ai parlé d'une responsabilité qui est claire dans la loi et qui appartient à la Régie des entreprises de construction. Devant les plaintes qui m'ont été formulées par des députés ministériels par lettre, que j'ai soumises personnellement au président de

la Régie des entreprises de construction dès son retour d'Europe, ce qui date de quelques jours, ce dernier m'a promis d'étudier la situation, de faire enquête et de me faire rapport pour que je puisse donner des réponses convenables à ceux qui ont fait des plaintes à mon bureau. C'est à titre de ministre responsable de la Régie des entreprises de construction que je donnerai, d'abord, suite aux griefs qui m'ont été formulés par les voies normales et, après, j'informerais avec plaisir, ici en Chambre, le député de Beauce-Sud concernant la deuxième partie de sa question.

M. Roy: M. le Président, le ministre serait-il en mesure, ce matin, en attendant que cette étude soit complétée, en attendant qu'il ait eu le temps d'étudier ce rapport, de rassurer la Chambre et ces travailleurs qui actuellement ont reçu de la régie de la construction toutes les formules auxquelles ils doivent se soumettre? On exige de ces gens de détenir une licence qui coûte \$240, plus \$50 d'inscription. Etant donné également que la grande majorité ne pourrait se rendre aux exigences de la Régie des entreprises de construction, le ministre pourrait-il nous dire si ces personnes pourraient être exclues automatiquement, immédiatement, en attendant que ces rapports soient complétés, parce qu'un très grand nombre d'entre elles actuellement n'ont pas d'autres choix que d'être des chômeurs forcés ou des travailleurs hors la loi?

M. Harvey (Jonquière): Ce que le ministre va répéter pour la nième fois au député de Beauce-Sud, c'est qu'il est responsable de l'application de la loi 33 et que la loi 33 va suivre son cours jusqu'à ce que nous décidions comme gouvernement de l'amender. C'est clair, c'est précis. Il n'y a pas d'étude; il y a des cas actuellement sous enquête et il se peut fort bien que des gens aient reçu un formulaire qui ne les implique pas. C'est fait à partir des listes. Le président de la Régie des entreprises m'a promis de me faire rapport sur les cas précis que je lui ai transmis en provenance de députés de cette Chambre. Le député de Beauce-Sud devrait comprendre, encore une fois, que, comme ministre responsable de la Régie des entreprises de construction, je n'ai pas d'autre choix que de faire respecter la loi 33, telle que rédigée et adoptée par cette Chambre, à moins qu'on ne décide en cette Chambre de la modifier.

M. Roy: M. le Président, j'aimerais faire une distinction à l'intention du ministre. Je pense avoir été assez clair au début de ma question; je pense que j'ai pris bien soin de faire la distinction qui s'impose. J'aimerais dire au ministre qu'il ne s'agit pas d'entrepreneurs en construction ou des entrepreneurs artisans. Cela ne concerne pas les entrepreneurs du tout. Cela concerne des salariés artisans. C'est là ma question. Le ministre fait référence à la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction. Il ne s'agit pas d'entrepreneurs.

Il s'agit d'une interprétation abusive de la ré-

glementation et de la loi qui a été faite par la régie, et j'ai vérifié auprès du président de la Régie des entreprises de construction. On oblige actuellement des gens qui ne sont pas entrepreneurs en construction à se soumettre à la loi concernant les entrepreneurs en construction. C'est là qu'est le problème, M. le Président, et c'est la raison pour laquelle je demande au ministre, ce matin, de clarifier la situation le plus rapidement possible, pour la raison qu'il y a des milliers de travailleurs qui sont préjudiciés, qui sont considérés comme hors-la-loi s'ils travaillent ou bien qui seront tout simplement des chômeurs forcés sur le bien-être social.

M. Harvey (Jonquière): M. le Président, comment voulez-vous que je donne la garantie ce matin. Si je reçois dans le courrier, moi, ce matin, un formulaire me demandant d'envoyer le prix d'une licence, je vais le retourner parce que je ne suis pas un entrepreneur en construction. Je n'ai pas de garantie à donner autre que la garantie suivante: le respect intégral de la loi 33. J'ai l'assurance — et je l'ai dit à cette Chambre — du président de la Régie des entreprises de construction — qui s'y connaît 25 fois plus que le député de Beauce-Sud et celui qui vous parle dans le domaine de la construction, M. Claude-Ulysse Lefebvre — que dans les cas qui lui ont été présentés, qui sont similaires à ce qu'identifie ce matin le député de Beauce-Sud, il fera enquête il a du personnel — et me fera rapport dans les plus brefs délais. C'est avec plaisir que je vais donner des réponses aux députés qui m'ont signalé des griefs et également au député de Beauce-Sud.

Si le député de Beauce-Sud n'accepte pas cette réponse, franchement, je ne comprends plus. Il va falloir inventer un autre parti pour y inclure les incompréhensibles.

M. Roy: M. le Président...

Le Président: C'était la dernière.

M. Roy: M. le Président, la réponse du ministre, quand même, je ne pense pas avoir abusé de la période des questions depuis...

Le Président: Je m'excuse, mais...

M. Roy:... la reprise de la session, M. le Président. Il y a eu jusqu'à huit, dix questions supplémentaires qui ont été posées tous les jours, à l'Assemblée nationale. J'ai une question additionnelle à poser...

Le Président: Une dernière question principale.

L'honorable député de Chicoutimi.

M. Roy: Je constate qu'il y a un statut particulier pour le pupitre et le fauteuil numéro 45 à l'Assemblée nationale, M. le Président. Je le regrette, M. le Président.

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, ma

question s'adresse au ministre des Affaires municipales concernant la Société...

M. Harvey (Jonquière): M. le Président, est-ce qu'on pourrait...

Des Voix: A l'ordre!

Le Président: A l'ordre! L'incident est clos. Il y a une dernière question.

M. Harvey (Jonquière): Le numéro 45, qu'est-ce que cela vient faire?

Le Président: A l'ordre! Dernière courte question, s'il vous plaît. Nous avons déjà dépassé la période des questions.

Le projet Lebourgneuf et la Société d'habitation du Québec

M. Bédard (Chicoutimi): Alors, M. le Président, ma question s'adresse...

Le Président: Dernière question principale.

M. Bédard (Chicoutimi): ... au ministre des Affaires municipales concernant la Société d'habitation du Québec. Comme il le sait, cette semaine, le maire de Québec, M. Lamontagne, se demandait publiquement si le montant de \$4 millions qui avait été mis à la disposition du projet Lebourgneuf par la Société d'habitation du Québec était encore disponible. Il s'interrogeait aussi sur l'inertie de la Société d'habitation vis-à-vis de ce projet de Lebourgneuf. J'aimerais que le ministre m'explique ce qu'il en est et, également, qu'il nous donne des raisons sur ce que le maire Lamontagne appelait les taponnages et les retards inconsidérés de la Société d'habitation du Québec.

M. Goldbloom: M. le Président, d'abord — et ce n'est pas à l'adresse du député de Chicoutimi que je dis ceci — je n'ai pas l'habitude de transiger avec des personnes par le moyen de déclarations publiques, s'il n'y a pas eu de contacts suffisants directs. J'ai eu de nombreuses occasions de me pencher sur le dossier de ce projet que la ville de Québec a appelé Lebourgneuf. C'est un projet qui est de grande envergure et qui a des implications financières et autres, et ce n'est pas de façon rapide et légère que l'on peut prendre des décisions là-dessus.

Effectivement, nous voulons obtenir d'autres renseignements avant d'en arriver à une décision définitive. Ce n'est pas une question d'inertie, c'est une question de prudence. Ce que nous voulons voir, c'est d'abord: Est-ce la meilleure façon de développer ce territoire? Deuxièmement, quelle est la relation de cette implantation au développement du grand noyau urbain qui existe déjà? Enfin, quelles sont les implications pour les années à venir?

C'est beau de dire \$4 millions maintenant mais, si les \$4 millions d'aujourd'hui impliquent \$50 millions au cours des prochaines années, on

est aussi bien de le savoir avant de donner une approbation. Alors il y a une autre réunion qui est prévue pour la semaine prochaine. Nous allons continuer de travailler sur ce dossier jusqu'à ce que nous soyons satisfaits.

Le Président: Dernière question additionnelle.

Je me permettrais d'intervenir. Sur ce genre de questions, je ne pense pas qu'il y ait matière urgente immédiate. C'est un genre de questions qui amènent des réponses extrêmement longues. Surtout que les crédits vont être étudiés d'ici quelques semaines.

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, avec votre permission, je diffère d'opinion. Je crois vraiment que c'est un problème qui est urgent puisque cela implique toute une partie de la rénovation et du développement d'un quartier, concernant Lebourgneuf, qui regarde l'ensemble de la région de Québec.

Le Président: Je suis bien d'accord...

M. Bédard (Chicoutimi): Également, avec votre permission, M. le Président, cela fait ressortir un problème qui est le suivant: Le ministre nous a dit, tout à l'heure, qu'il n'y a pas de décision à la légère qui devait être prise, surtout impliquant des sommes aussi importantes que celles-là. D'autre part, nous avons le maire de Québec qui, lui, affirme qu'il y avait eu entente avec la Société d'habitation du Québec à l'effet qu'une somme de \$4 millions serait mise à la disposition de la ville de Québec et il a fait des démarches en ce sens. Il a contacté le ministre à maintes et maintes reprises.

Le Président: Je suis bien d'accord avec le député de Chicoutimi que le projet est extrêmement important, qu'il a une implication très grande pour la région de Québec mais je parle de l'urgence. Ne pourriez-vous pas vider la question, peut-être, dans deux ou trois semaines alors que vous prendrez une heure ou deux lors de l'étude des crédits, pour vider toute cette question?

Le règlement dit bien qu'il faut que ce soient des matières urgentes pour qu'on puisse poser des questions.

M. Bédard (Chicoutimi): Sur l'urgence, est-ce que le président de l'Assemblée nationale est au courant qu'effectivement le maire Lamontagne a déclaré que, s'il n'y avait pas une décision très rapide de prise, il devrait abandonner le projet? Il me semble que... En tout cas.

M. le Président, question additionnelle...

Le Président: Question additionnelle.

M. Bédard (Chicoutimi): ... générale. Le ministre serait-il en mesure de nous faire part, concernant les activités de la Société d'habitation du Québec, de l'état des négociations avec Ottawa concernant le...

Le Président: Ah non, non! Je m'excuse. Ce

n'est pas une autre question principale que je vous ai accordée. Je vous ai accordé une question principale; vous avez parlé du projet Lebourgneuf à Québec. Mais là, qu'on n'embarque pas sur toute la politique de la Société d'habitation du Québec parce qu'on en a au moins jusqu'à une heure. Cela va aller, je pense bien, aux crédits.

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, la restauration urbaine, c'est le sujet dont on parle.

Le Président: Non, non. C'est relié d'un peu trop loin.
Affaires du jour.

M. Levesque: M. le Président, nous allons poursuivre ce matin le débat sur le discours inaugural et, s'il n'est pas terminé, nous le poursuivrons mardi prochain.

Le Président: L'honorable ministre d'Etat a un dépôt de documents, je crois.

M. Levesque: Je n'ai pas d'objection à m'interrompre.

DÉPÔT DE DOCUMENTS (suite) Comptes publics 1974/75

M. Berthiaume: M. le Président, tel que promis, les Comptes publics pour l'année se terminant le 31 mars 1975.

Travaux parlementaires

M. Levesque: M. le Président, pour donner une idée, un peu, aux honorables membres de l'Assemblée de notre programme de travaux, nous allons, comme je l'ai mentionné, poursuivre ce matin le débat sur le message inaugural. Mais, avant de ce faire, je crois qu'il y a consentement à ce que nous considérions comme urgent l'article 7 et, si c'est le cas, nous pourrions adopter la deuxième lecture du projet de loi no 14, Loi modifiant la Loi sur les impôts, pour ensuite laisser le projet de loi, une fois adopté, à la commission. Celle-ci pourra se réunir mardi prochain pour disposer de l'étude article par article de ce projet de loi, avec une entente à l'effet qu'avant le 1er avril nous puissions disposer de ce projet de loi et même jusqu'à sa sanction.

Nous pourrions faire cela immédiatement, procéder ensuite à la poursuite du débat sur le discours inaugural, quitte, mardi, à reprendre, si ce n'est pas terminé, le débat sur le discours inaugural. Les crédits commenceront immédiatement après l'adoption du débat. On pourrait même commencer avant, parce que je pense que notre règlement permet que les commissions soient instituées et puissent siéger, mais enfin, ce n'est pas dans les traditions. Moi, je suis ouvert à toute suggestion de ce côté.

Le Président: Cela pourrait créer certains embêtements, parce qu'il est dit, je crois, dans le règlement que le délai de 45 jours commence à

courir après la fin du débat sur le discours inaugural. Si on pouvait le terminer, je pense que cela éliminerait beaucoup de choses.

M. Samson: Faites comme nous autres, parlez moins longtemps.

M. Burns: Je pense, M. le Président, qu'il est raisonnable de croire qu'au plus tard mardi, ce débat devrait être terminé.

M. Levesque: Oui, c'est cela.

M. Burns: C'est cela.

M. Levesque: Dans les circonstances, on pourrait songer, particulièrement, aux Affaires sociales pour les crédits, aux Transports et possiblement à la Justice.

M. Charron: Mercredi matin, les Affaires sociales?

M. Levesque: Mercredi matin, nous avons une séance du cabinet; ce serait assez difficile peut-être. Je ne sais pas quelles sont les disponibilités du ministre, mais rien n'empêche que les intéressés se consultent et je tâcherai de donner suite aux vœux qu'ils nous exprimeront.

M. le Président, puis-je appeler le numéro 7?

Projet de loi no 14

Deuxième lecture

M. Burns: M. le Président, je tiens à dire simplement qu'après les échanges que nous avons eus, hier, avec le leader du gouvernement et avec le ministre du Revenu, il est exact que nous accordons notre consentement à l'urgence; nous consentons à entendre le projet de loi sur la base du fait qu'il est considéré urgent. En ce qui nous concerne, l'Opposition officielle, nous n'aurions pas l'intention de faire de discours de deuxième lecture mais de réserver les remarques générales que nous pourrions avoir au sujet de ce projet de loi pour l'étude du projet en commission. Je ne sais pas si c'est la même chose pour les autres partis, mais, en tout cas, je dis d'avance que c'est ainsi en ce qui nous concerne.

Le Président: Le député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: M. le Président, c'est conforme à ce qui a été entendu, hier, ce que vient de dire le député de Maisonneuve. Nous avons accepté de considérer comme urgent ce projet de loi. J'accepte également de ne pas faire de discours en deuxième lecture. S'il y a des remarques à faire, nous les ferons en commission parlementaire. Quant à mot, je suis prêt à procéder.

M. Roy: M. le Président, notre collaboration est également acquise. Des remarques ont été faites l'an dernier, lors du discours sur le budget, des annonces ont été faites, ainsi de suite, mais nous

verrons, lorsque la commission parlementaire siégera, s'il y a lieu de notre côté de faire des interventions et nous les ferons à ce moment. Nous n'avons aucune objection à ce que l'étape de la deuxième lecture se fasse immédiatement.

Le Président: Avec le consentement unanime de l'Assemblée, j'invite le ministre du Revenu à proposer la deuxième lecture du projet de loi no 14, Loi modifiant la Loi sur les impôts.

M. Robert Quenneville

M. Quenneville: Le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de loi et en propose l'adoption.

M. le Président, le projet de loi que je présente, aujourd'hui, en deuxième lecture modifie la Loi sur les impôts, 1972, chapitre 23, aux fins de prévoir que le revenu d'un particulier pour chacune des années antérieures servant de base au calcul de la moyenne générale soit réputé ne pas être inférieur à \$5600 ou \$3700, selon que ce particulier est assujéti à la Loi sur les impôts comme personne mariée ou comme célibataire.

Lors des modifications proposées à la Loi sur les impôts par le projet de loi no 59, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts, 1975, chapitre 22, sanctionnée le 9 décembre 1975, les exemptions personnelles ont été portées, d'une part, de \$1500 à \$1600 dans le cas d'un contribuable assujéti à la Loi sur les impôts au titre de célibataire et de \$2850 à \$3500 dans le cas d'un contribuable assujéti au titre de personne mariée.

D'autre part, les 2000 premiers dollars de revenu imposable sont imposés à taux nul. Ceci a eu pour effet, à compter de l'année d'imposition 1975, d'exonérer de l'impôt des contribuables dont le revenu est inférieur à \$5600 ou \$3700 selon qu'il s'agit d'un contribuable assujéti à la loi comme personne mariée ou comme célibataire.

Les dispositions de la loi régissant l'établissement de la moyenne générale consistent dans l'application d'une formule mathématique qui nécessite que le contribuable connaisse exactement son revenu pour certaines années antérieures et le ministère du Revenu se charge d'effectuer le calcul pour les contribuables qui peuvent en bénéficier. Essentiellement, cette formule a pour but de réduire ou atténuer l'impact engendré par la progressivité des taux dans le calcul de l'impôt payable pour une année d'imposition où le revenu d'un contribuable est substantiellement plus élevé que la moyenne de ses revenus des années précédentes.

Comme depuis 1975 la première tranche de \$2000 de revenu imposable est imposée à taux nul et que les revenus imposables compris entre \$2000 et \$9000 sont imposés à un taux unique de 16%, on devrait normalement s'attendre qu'aucun avantage fiscal ne puisse résulter de l'application de la moyenne générale pour tous les contribuables dont le revenu imposable pour 1975 n'excédait pas \$9000, vu que le revenu imposable de ces

contribuables n'était plus imposé selon des taux d'impôt progressifs.

Par ailleurs, les contribuables dont le revenu imposable pour 1975 est supérieur à \$9000 ne devraient normalement bénéficier d'une réduction d'impôt par suite de l'application de la moyenne générale qu'à l'égard de la partie de leur revenu imposable qui excède \$9000, puisque c'est à partir de ce niveau seulement que les taux d'impôt deviennent progressifs.

Vu l'abolition de l'impôt sur la première tranche du revenu imposable en 1975, l'application de la moyenne générale sous sa forme actuelle n'atteint plus le but recherché dans le cas d'un contribuable dont le revenu net, pour chacune des années d'imposition 1972, 1973 et 1974, n'excédait pas \$3700 ou \$5600, selon que ce contribuable était assujéti à la Loi sur les impôts comme célibataire ou comme personne mariée. De ce fait, il s'ensuit que ces contribuables se trouvent à bénéficier de réductions d'impôt tout à fait imprévues, dont ne bénéficient pas les autres catégories de contribuables.

Comme la formule de l'établissement de la moyenne générale prévoit que la totalité du revenu excédentaire, soit le montant par lequel le revenu de l'année d'imposition 1975 et les suivantes excède la moyenne des revenus des années antérieures, est imposée au taux qui serait applicable si ce revenu excédentaire n'avait été égal qu'à un cinquième de ce qu'il est réellement, ceci a donc pour résultat de multiplier par cinq l'effet de l'exonération de la première tranche de \$2000 de revenu imposable. Cette situation n'avait été ni prévue, ni voulue au moment de l'adoption de la Loi sur les impôts et les modifications que propose le projet de loi no 14 rendront le système fiscal plus équitable, corrigeront les anomalies existantes et s'appliqueront à compter du 1er janvier 1975.

M. Levesque: Adopté.

M. Burns: Vote enregistré.

Le Président: Je n'ai pas encore appelé le vote.

M. Burns: Vote enregistré.

Le Président: Cette motion de deuxième lecture est-elle adoptée?

M. Levesque: Adopté.

M. Burns: Vote enregistré. Avec la collaboration des députés de Beauce-Sud, de Rouyn-Noranda...

Le Président: Qu'on appelle les députés!

M. Burns: Je vois le député de Saint-Jacques qui s'en vient à la course.

Le Président: Qu'on appelle les députés!

Vote de deuxième lecture

Le Président: Que ceux qui sont en faveur de

cette motion de deuxième lecture veulent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque, Parent (Hull), Mailloux, Lachapelle, Giasson, Simard, Quenneville, Tetley, Drummond, Lacroix, Hardy, Forget, Harvey (Jonquière), Vaillancourt, Arsenault, Perreault, Brown, Kennedy, Veilleux, Saint-Hilaire, Brisson, Séguin, Cornellier, Houde (Limoulu), Lafrance, Pilote, Fraser, Picard, Gratton, Assad, Carpentier, Dionne, Faucher, Harvey (Charlesbourg), Larivière, Springate, Beauregard, Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Chagnon, Marchand, Caron, Côté, Déziel, Dufour, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Malépart, Massicotte, Mercier, Pagé, Picotte, Sylvain, Tremblay, Vallières, Burns, Léger, Charron, Bédard (Chicoutimi), Samson, Roy.

Le Secrétaire: Pour: 65 — Contre: 0

Le Président: Cette motion est adoptée.

Le Secrétaire Adjoint: Deuxième lecture de ce projet de loi. Second reading of this bill.

Projet de loi déferé à la commission

M. Levesque: Alors, M. le Président, je propose que ce projet de loi soit maintenant déferé à la commission parlementaire des finances, des comptes publics et du revenu.

Le Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Burns: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. Levesque: Article no 2.

Débat sur le discours inaugural (suite)

Le Président: Avez-vous un avis à donner pour la commission des affaires sociales mardi?

M. Levesque: Non, ce sera dans l'après-midi.

Le Président: L'honorable député de Maison-neuve.

M. Burns: Merci, foule en délire.

Une Voix: Je vais aller chercher des journalistes.

M. Burns: Ne vous dérangez pas, M. le Président, je pense que l'essentiel des choses que j'avais à dire, en réponse au discours inaugural, ont été dites hier soir, de sorte que je vous prierais de considérer que mon discours est terminé.

Le Président: L'honorable député de Chicoutimi.

M. Marc-André Bédard

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, en réponse au discours inaugural, j'aborderai un sujet complexe, à savoir celui de l'habitation, qui touche tous les citoyens, car tous doivent se loger. C'est un sujet qui implique, en moyenne, le quart des revenus personnels de tous ceux qui travaillent. Il s'agit également d'un secteur économique et de consommation qui mobilise environ \$2 milliards annuellement.

M. le Président, sans qu'on s'en doute tellement, il y a un ministre qui est censé s'occuper de l'habitation au Québec, c'est le ministre des Affaires municipales. Evidemment, de ces temps-ci, les problèmes cruciaux de l'étanchéité des piscines olympiques ou ceux des toilettes chimiques du stade semblent mobiliser toute son attention et ses nombreuses heures de travail.

Il est vrai que les secteurs d'activité du ministre roulent comme sur des roulettes, que les finances municipales sont au mieux, que le taux de mercure est au plus bas dans nos eaux et que l'habitation et le logement vivent leur âge d'or au Québec.

M. le Président, sur cette situation du logement au Québec, il faut souligner un fait remarquable.

Au moment où je parle, jamais nous n'avons eu tant de rapports à ce sujet. Dans un passé récent, il y a eu le rapport Charney et celui du Service d'urbanisme de Montréal, les deux étant naturellement demeurés lettres mortes. Mais aujourd'hui nous avons devant nous le rapport Gilbert sur la Société d'habitation du Québec, le rapport Legault sur le logement en général, évidemment gardé secret par le ministre, comme c'est son habitude, mais heureusement dont tout le monde a copie. Nous avons également les parties correspondantes dans les schémas d'aménagement des communautés urbaines de Montréal et de Québec et, cela va de soi, il y a, depuis une semaine, le rapport Castonguay dont une partie touche l'habitation.

Pour tout dire, comme l'assurance-automobile, l'habitation va mal sous toutes ses facettes, excepté celle des rapports et des études. Les diagnostics et les états de la situation abondent de partout, à tel point que, comme l'assurance-automobile, d'ailleurs, je crains fort que le ministre des Affaires municipales ne soit plus capable de cacher son absence complète en habitation par d'autres rapports.

Je plains, alors, notre pauvre ministre acculé à l'obligation d'agir le dos au mur, mais malgré tout je ne me fais pas d'illusions. Je suis convaincu que le ministre trouvera sûrement une manière de reculer le mur. J'espère, au moins, qu'il trouvera le courage de me répondre en cette Chambre sur les chiffres et les faits que je vais citer.

M. le Président, en lisant tous ces rapports, on se demande si les mots de faillite complète et de catastrophe qui nous viennent à l'esprit ont un sens pour le gouvernement et le ministre responsable. Pour brosser un tableau de la situation du

logement au Québec, je vais commencer par un indicateur qui reflète le mieux la crise telle que vécue par la population.

Il s'agit du taux de vacance des logements. En partant de 1967, année exceptionnelle à cause de l'Expo, les taux de vacance à Montréal ont été de 5,0% en 1968; de 7,6% en 1969; de 8,2% en 1970. C'est l'année de l'arrivée au pouvoir de notre bon ministre. A ce moment, qu'arrive-t-il? Le taux de vacance tombe à 7,2% en 1971, à 5,7% en 1972, à 3,8% en 1973; à 1,2% en décembre 1974 et, maintenant, le taux de vacance se situe en-dessous de 1%.

Dans la ville de Québec, les taux varient de cette façon: en 1970, le taux de vacance était de 3,7%; en 1971, de 4,8%; en 1972, de 6,5%; en 1973, de 5,3% et, en décembre 1974, de 1,6%.

A Québec, en avril 1975, dans le secteur de la basse ville, le taux de vacance était inférieur à 1%, soit 0,4%. La situation est semblable dans toutes les agglomérations, à Hull ou à Trois-Rivières, par exemple. Dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, en octobre dernier, le taux de vacance était de 1,1%.

Ces chiffres visent naturellement les logements locatifs. Or, M. le Président, la vacance normale est de 4%, ce qui signifie que la crise dure depuis 1973 et que les choses, mathématiquement, ne peuvent aller plus bas. Derrière ces chiffres froids, il faut ressentir ce qu'ils témoignent de problèmes humains. En effet, M. le Président, cette situation fait qu'il ne reste plus de logements ou presque à louer, ou encore que les logements à louer le sont à des coûts exorbitants, ou encore qu'il ne reste que des logements plutôt minuscules.

Des journalistes signalent de plus en plus de cas de marché noir du logement où, systématiquement, un pot-de-vin au concierge assure la priorité sur un logement libre. M. le Président, j'aurais aimé que le ministre analyse, en conférence de presse, ces chiffres de la Société centrale d'hypothèques et de logement, comme il le fait pour le nombre de sièges du stade olympique. En chiffres absolus, il s'agit de dizaines de milliers de logements qui manquent. Par exemple, pour Montréal, le besoin immédiat en logements locatifs est d'au moins 16 000, M. le Président.

Un autre indice important de la détérioration du logement au Québec se manifeste par la hausse fulgurante des prix, surtout des loyers. Ainsi, alors que, de 1969 à 1974, le coût de la construction au pied carré est passé de \$13 à \$25 pour les édifices à logement, alors que le coût moyen du loyer est passé de \$150 à \$350, le revenu moyen, durant cette même période, est passé de \$6300 à \$9200, c'est-à-dire, M. le Président, qu'alors que le coût de construction au pied carré haussait de 48% en cinq ans celui des loyers grimpait de 57% et celui des revenus moyens, de 32% seulement. D'autres chiffres provenant d'une enquête du centre de sondage de l'Université de Montréal, sur les logements montréalais en cours de construction, montrent une hausse de 100% depuis 1971 sur les loyers prévus, alors que, durant ces quatre ans, le revenu moyen d'un ménage

augmentait de 55%. Le logement locatif neuf, et c'est la conséquence, est devenu hors de prix par rapport au revenu relatif.

Le problème est heureusement atténué dans le cas des logements déjà existants, à cause de l'effet de dissuasion de la Régie des loyers.

Cela est bien relatif puisqu'à Montréal, par exemple, où la situation est la pire, plus de 180 000 ménages locataires consacrent plus de 25% de leur revenu à leur loyer, soit 35% de tous les locataires de la ville de Montréal.

Les statistiques, M. le Président, nous apprennent qu'il s'agit là de ménages dont le revenu est au moins de \$6000. Comment s'étonner qu'en 1971, 75 000 logements étaient surpeuplés, à Montréal, c'est-à-dire comprenaient plus d'une personne par pièce?

Dans le cas des maisons unifamiliales, la hausse relative des prix a été fulgurante. De 1972 à 1975, l'indice des prix des maisons unifamiliales neuves a augmenté, pas de 35% ou de 50%, mais de 90% dans la région de Montréal, la seule, d'ailleurs, traitée par Statistique Canada au Québec. Il est certain qu'il en va de même pour d'autres villes comme Québec, Chicoutimi ou Hull. Au total, entre 1971 et 1975, le prix des maisons unifamiliales neuves a augmenté de 77,5% alors que le revenu disponible haussait de 42,5%.

M. le Président, je sais qu'il est facile de dire: Oui, cette situation existe, à savoir une augmentation du prix des loyers de 77,5% alors que le revenu n'est augmenté que de 42,5%, mais cette situation est due à l'inflation qui frappe tous les secteurs d'activité économique et que c'est normal que l'habitation y passe. Mais je crois que des raisonnements en ce sens oublient que l'habitation n'est pas un produit de consommation comme l'essence ou l'assurance-automobile. Personne ne peut se passer d'un logis. On y vit. Il n'y a pas de substitution possible. Comme les médicaments, il s'agit d'un bien essentiel.

L'inflation n'a pas du tout les mêmes conséquences économiques et surtout humaines. Des hausses plus fortes que les hausses du revenu, dans ce secteur en particulier, sont complètement inadmissibles. Un ménage normal, au Québec, avec deux enfants, exige au moins un cinq pièces, à au moins \$300 par mois, à moins d'aller dans une maison délabrée. M. le Président, avec le salaire moyen, vous êtes en mesure de constater que \$300 par mois représentent une grande partie du salaire d'un foyer, c'est-à-dire qu'il faudrait un revenu de \$14 500 par année pour supporter un tel loyer de \$300. C'est largement — et vous le savez — au-dessus de la moyenne québécoise des revenus par ménage.

La situation dramatique actuelle s'exprime bien par ces deux chiffres qui ne se rejoignent pas mais au contraire s'écartent et, sans cesse, le fossé s'agrandit entre, d'une part, le prix des loyers et, d'autre part, le revenu des citoyens. Si le ministre des Affaires municipales peut sortir de son mutisme en matière d'habitation et tirer des conclusions optimistes des chiffres officiels que je sou mets à votre attention, je serais fort heureux de l'entendre.

Tous les facteurs qui composent l'état de l'habitation au Québec se tiennent entre eux et sont cause les uns des autres. L'augmentation abusive des loyers et les taux de vacance trop bas sont reliés à une diminution de l'offre sur le marché de l'habitation. Parmi plusieurs causes à ce phénomène, dont la hausse remarquable et mal contrôlée des taux d'intérêt hypothécaires, je voudrais m'attarder sur deux causes en particulier.

D'abord, le nombre relativement bas de logements mis en chantier, ces récentes années. Je cite, M. le Président, des chiffres tirés du rapport Legault. En 1973, il y eut 28 200 logements locatifs construits au Québec. En 1974, seulement 17 700 logements locatifs sont apparus, donc une forte diminution de 37%. Le même phénomène est présent partout. Dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, alors que 2930 logements étaient mis en chantier ou parachevés en 1974, ce chiffre est tombé, n'a pas augmenté, à 2489 pour 1975. Comparativement à l'Ontario, la situation est grave et témoigne, avec les taux de chômage ou d'investissement, de l'affaiblissement relatif de l'économie du Québec.

Alors que le Québec comprend 78% de la population ontarienne, la part du Québec comparativement à l'Ontario, quant aux logements mis en chantier, parachevés ou en construction, a été année par année, depuis 1970 inclusivement, les pourcentages suivants, à savoir: 61%, 57%, 54% et finalement 60%, en 1974. A chaque année, les chiffres de la Société centrale d'hypothèques et de logement nous apprennent qu'il se construit, proportionnellement à la population, beaucoup moins de logements au Québec qu'en Ontario.

Ainsi, une étude précise de George Matthews, dans la Presse du 2 mars dernier, a retrouvé qu'il aurait fallu construire, dans la région métropolitaine de Montréal, 28 000 logements par an, depuis 1971, seulement pour accueillir les nouveaux ménages, alors qu'en moyenne il s'en est construit 23 000, d'où une pression énorme par voie de conséquence sur les prix, d'où, un taux de vacance, dont j'ai parlé tout à l'heure, terriblement bas.

M. le Président, non seulement le Québec ne construit pas assez, mais les promoteurs immobiliers qui gèrent l'habitation au Québec en l'absence du gouvernement démolissent allègrement des milliers de logements encore habitables si on acceptait de les rénover. Les chiffres de démolition sont fulgurants à travers le Québec. Selon le rapport Legault, 28 234 logements furent démolis à Montréal de 1957 à 1974, alors que 65% de ceux-ci, soit 18 350, auraient pu être rénovés. Durant cette même période, à Montréal, 5550 HLM étaient construits, ce qui signifie que les politiques de HLM n'ont aucune incidence de fond comme remplacement. Les démolitions, à Montréal, ont représenté environ 20% du stock total disponible. Dans cette échafaudage de statistiques sur ce qui se détruit et sur ce qui se construit, on retiendra les chiffres de 1974 du Service des permis et inspection de la ville de Montréal. Pendant qu'on

construisait 2528 logements, on en détruisait 2730, ce qui représente une diminution de 200 logements.

C'est peut-être cela la politique du logement d'un ministre médecin qui consiste à amputer les membres parce qu'il ne trouve pas de teinture d'iode. La même situation se retrouve dans d'autres villes du Québec. A Québec même, de 1969 à juillet 1975, il y eut 1423 logements de démolis. A Hull, 1531 logements sont tombés, de 1969 à 1974. En 1975, on construisit 426 logements nouveaux à Hull, mais 515 autres étaient détruits.

Le plus incroyable, M. le Président, c'est que les pouvoirs publics sont les premiers agents de ces démolitions. A Hull, 85% des démolitions, depuis 1969, l'ont été pour les magnifiques projets de cet organisme démocratiquement élu par la population locale, tout le monde le sait, et la Commission de la capitale — dite — nationale.

A Québec, 84% des démolitions viennent du gouvernement du Québec par ses autoroutes dans le centre-ville, l'autoroute Dufferin, et par le développement anti-urbain de la colline parlementaire.

A Montréal, il y a eu l'action gouvernementale concernant l'autoroute est-ouest et la Place Radio-Canada qui a constitué une véritable charcuterie de logements sans qu'on ait trouvé de formule de remplacement.

M. le Président, non seulement on ne construit pas assez, mais on démolit aveuglément. C'est ce qu'on appelle brûler la chandelle par les deux bouts. En plus, il faut avoir à l'esprit que les logements démolis sont justement les plus grands de nos centre-ville et surtout dans les agglomérations où les loyers sont les plus bas. Autrement dit, ce taux de vacance de logements, les logements détruits par rapport au pourcentage de logements qui sont construits, tout ceci se conjuge pour aggraver la crise au milieu de l'indifférence d'un ministre qui est supposément responsable de l'habitation.

M. le Président, une autre dimension majeure de la crise de l'habitation au Québec réside dans les besoins énormes de rénovation de maisons déjà existantes. Cette exigence urgente peut être abordée sur plusieurs aspects. J'ai déjà signalé qu'environ 65% des logements qu'on démolit dans nos villes pouvaient être conservés si on les rénove, le tout se traduisant, évidemment, par un coût bien moindre que la reconstruction. La différence de prix entre rénovation et reconstruction se situe aux alentours de 40%, ce qui représenterait, si on adoptait une politique plus avant-gardiste concernant la rénovation des logis déjà existants, beaucoup de dollars d'épargne, si le ministre ou le gouvernement décidait d'adopter une politique en ce sens.

D'ailleurs, selon le rapport Legault, environ 336 000 logements ont besoin d'être restaurés au Québec, alors qu'environ 20 000 à peine sont en cours de restauration. Ceci représentait, en 1971, 21% du stock total de logements. Au niveau des villes, ces chiffres révèlent que les besoins existent dans toutes les agglomérations québécoises:

120 000 à Montréal, 12 000 à Québec, 4000 à Hull et, à Sherbrooke ou à Trois-Rivières, 22% du stock d'habitations ont besoin de restauration.

Comparativement à ces besoins immenses, regardons l'action de la Société d'habitation du Québec qui, depuis 1968, a assumé indirectement la rénovation de 2300 logements, c'est-à-dire — vous le constatez — un nombre ridicule sans aucune influence réelle sur la situation. Il est évident que, si en parlant de la rénovation urbaine, on nous répond en citant l'action de la Société d'habitation du Québec, il s'agit d'une ignorance des faits qui frise la mauvaise foi.

M. le Président, je dois admettre que l'inertie du ministre n'est pas la seule cause de la faillite gouvernementale complète en rénovation urbaine. Le rapport Castonguay, en effet, rejoint dans cette analyse, ce que le Parti québécois a toujours affirmé depuis six ans, à savoir que toute l'action de la Société centrale d'hypothèques et de logement et du gouvernement fédéral est et demeure indubitablement axée sur d'autres besoins que ceux des Québécois en matière d'habitation. Non seulement Ottawa ne dépense pas au Québec des montants suffisants en matière d'habitation comparative-ment à l'Ontario, mais de plus, l'essence même des programmes fédéraux ne correspond pas à nos besoins vitaux. Je me permets de citer à ce propos le rapport Castonguay à la page 299 où il disait ceci: "L'inventaire des programmes fédéraux exprime bien l'omniprésence du gouvernement fédéral dans le secteur de l'habitation.

Ces programmes ont généralement correspondu aux aspirations de la classe moyenne canadienne anglaise et non pas de la classe moyenne québécoise, si bien que la catastrophe québécoise en matière de rénovation vient de ce que le gouvernement fédéral a toujours orienté ses politiques vers la construction de bungalows unifamiliaux au détriment de la rénovation urbaine." Sur ce point, je cite encore le rapport Castonguay.

"Cette orientation fédérale, dit le rapport, pénalise les propriétaires des maisons déjà construites et par conséquent elle ne favorise pas une bonne utilisation du logement existant."

Comme résultante connexe, M. le Président, des sous-objectifs d'accession forcenée à la propriété et des taux de mise en chantier sont devenus, pour Ottawa — non pas pour le Québec — des objectifs absolus, alors qu'ils ne correspondent pas aux besoins du Québec ou très peu.

M. le Président, j'ai parlé tantôt de discrimination flagrante de la part de la Société centrale d'hypothèques et de logement fédéral quant à ses politiques. Mais cette discrimination s'exerce également en termes quantitatifs, c'est-à-dire en quantité d'argent que le Québec reçoit par rapport à l'Ontario, qui est le baromètre le plus visible de la discrimination générale du Québec au sein de la fédération canadienne, que ce soit pour la recherche scientifique, les chemins de fer ou l'habitation.

Dans ce dernier cas de l'habitation, nous avons déjà cité au ministre, dans les années précédant les Olympiades, des douzaines de chiffres

officiels et fédéraux qui démontrent noir sur blanc que nous perdons de nos taxes, sans retour équivalent, aux mains de la Société centrale d'hypothèques et de logement, alors que le ministre, face à cette situation, nous oppose continuellement son optimisme béat et nous dit continuellement que les choses s'amélioreront dans les temps futurs.

Une nouvelle fois, je vais redonner au ministre d'autres statistiques officielles à ce sujet. Le rapport Legault, par exemple, signale que seulement 7,3% des prêts de la Société centrale d'hypothèques et de logement pour des fins de construction de logements pour personnes âgées, ont été consentis au Québec, et ce depuis 1946. De la même façon, le fédéral investit sans trop avertir, dans les programmes de restauration. Pourtant ces programmes constituent des besoins urgents au Québec. Dans certaines villes, comme à Chicoutimi, les projets de rénovation sont restés en plan, à moitié terminés, avec toutes les conséquences économiques et toutes les conséquences humaines que cette situation comporte.

Des exemples identiques, des exemples de cette nature se retrouvent dans tout le territoire québécois. Les statistiques du logement de la Société centrale d'hypothèques et de logement nous apprennent aussi que, de 1946 à 1974, le Québec a bénéficié d'un montant équivalant à 24,6% des prêts accordés à l'Ontario, de 57% des montants impliqués pour les programmes d'aide aux groupes à faible revenu. Comme le Québec équivalait à 78% de la population ontarienne, il s'agit de \$376 millions que les Québécois n'ont pas reçus du fédéral dans ce secteur. Le ministre pourra refaire ces petits calculs lui-même, à l'aide du tableau 51 du document que je viens de citer.

J'y ajoute un autre exemple. En 1974, le Québec a reçu 10,5% de la part ontarienne quant aux activités fédérales de logements sociaux sous l'empire de l'article 43 de la loi fédérale de l'habitation. Je mets le ministre au défi de nier ces chiffres ou de leur faire dire que le Québec n'est pas défavorisé par les activités fédérales en matière d'habitation. Le rapport Legault ajoute même que sur les 50 000 aires de réserves à bâtir créées par la Société centrale d'hypothèques et de logement, organisme fédéral, pas une seule n'est située au Québec.

C'est cela, M. le Président, la réalité.

Dans le tableau des causes de la crise de l'habitation, je crois qu'on ne peut passer sous silence les pressions de plus en plus fortes exercées par la fiscalité municipale et scolaire sur le logement. On connaît particulièrement les hausses incroyables qui s'annoncent, ces temps-ci, dans presque toutes les municipalités du Québec. Pour nous, du Parti québécois, de l'Opposition, il ne s'agit pas de s'en prendre aux municipalités; celles-ci sont devenues, évidemment, des boucs émissaires visibles de la mauvaise administration du gouvernement Bourassa.

Qu'on songe que le déficit olympique prévu de \$900 millions constitue une somme trois fois plus élevée que le service de la dette de toutes les municipalités du Québec. Le coût des Olympiades,

auquel préside le même ministre responsable de l'habitation, équivaut, à peu près, au budget total de toutes les municipalités du Québec.

Il est clair que le gaspillage en règle du gouvernement est la cause première des difficultés financières majeures des municipalités et celles-ci, vous le savez, sont obligées de compenser en augmentant, donc en taxant davantage l'habitation.

M. le Président, dans quel monde vivons-nous quand le logement, bien aussi essentiel que les médicaments, est trois fois plus taxé que l'automobile? Le déséquilibre de la structure fiscale fédérale-provinciale-municipale, par rapport aux besoins, a faussé tout l'ordre des priorités sociales au Québec.

Je ne veux pas discuter ici de la réforme de l'impôt foncier, nous y viendrons bientôt, mais il est certain qu'il faut tout de suite fixer une limite maximale de participation de la source foncière aux revenus municipaux.

La situation actuelle ne peut plus durer, tant pour les municipalités que pour les locataires et les propriétaires.

Un autre fondement de la crise du logement réside dans la spéculation foncière sauvage qui sévit au Québec, sans contrôle, avec la bénédiction tacite du ministre à cause de son inaction dans ce domaine.

M. Hardy: C'est faux, c'est faux.

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, je qualifie sa complicité à cause de son inaction dans ce domaine.

M. Hardy: C'est faux, c'est faux.

M. Bédard (Chicoutimi): Alors, je conçois que tout ce que j'ai dit avant est vrai.

M. Hardy: Je n'ai pas entendu ce que vous avez dit avant. Si c'était de la même farine, c'était aussi faux.

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, je répète, un autre fondement de la crise du logement réside dans la spéculation foncière sauvage qui sévit au Québec, sans contrôle, avec la bénédiction tacite du ministre à cause de son inaction.

L'an dernier, nous avons fait une offensive en règle auprès du ministre qui a été jusqu'à nier le problème des ventes de terres massives aux non-résidents. J'ai hâte de voir, cette année, pourquoi le gouvernement a viré casaque et nous annonce une loi là-dessus, comme vous avez pu le constater.

Sur le problème, en général, de la spéculation foncière en milieu urbain, le Québec constitue le dernier grand territoire en Amérique du nord à laisser aller la spéculation. Encore une fois, les lois ontariennes devraient inspirer le ministre.

Je pourrais lui parler de la spéculation à Laval, sur la rive sud de Montréal, à Québec où le projet Lebourgneuf est bloqué par les spéculateurs; je vais plutôt citer un cas typique qui arrive partout

constamment. Je lis textuellement, dans le Soleil, en omettant le nom du spéculateur: "La ville de Québec a accepté de verser \$51 000 à un agent d'immeubles pour acquérir une maison qu'il a lui-même payée \$21 000 il y a deux ans. La bâtisse qui sera démolie est évaluée à \$10 820 aux livres municipaux et le terrain à \$5 280."

Des cas semblables, les journaux en sont pleins. Nous y reviendrons lors de l'étude des crédits, mais il faut bien voir qu'il est impensable de songer à des politiques de rénovation urbaine ou de banque de terres tant que cela rapportera de l'argent, et de laisser se détériorer des maisons ou de bloquer le développement normal des terrains.

M. le Président, le ministre des Olympiades qui, s'il l'avait voulu, aurait pu passer à l'histoire comme le ministre de l'environnement, des transports en commun et de l'habitation, notre ministre des Affaires municipales a vu, sous son règne, l'échec complet de la Société d'habitation du Québec.

Un rapport officiel commandé par lui, quand la situation eut atteint le seuil critique aux malversations, pots-de-vin et le reste, fait le constat d'un des plus lamentables échecs administratifs et politiques qui aient frappé ce gouvernement pourtant spécialiste en la matière. Je vais vous citer un résumé des principales constatations du rapport Gilbert sur la Société d'habitation du Québec. Cela suffit sans qu'on ait à y ajouter quoi que ce soit.

Le rapport Gilbert reproche à la Société d'habitation, et donc au ministre responsable, de n'avoir aucune norme pour choisir et répartir les projets entre les municipalités, aucune norme directrice pour maintenir une qualité minimale des habitations subventionnées, de n'avoir aucune préoccupation ni même d'information sur les gens qui vivent dans les HLM, de ne procéder à aucune analyse des terrains avant de construire, ce qui a entraîné déjà des douzaines d'erreurs coûteuses pour le contribuable et des retards notables.

Le rapport Gilbert reproche également à la Société d'habitation de n'avoir aucune planification dans le choix des terrains destinés à des projets, d'avoir conçu des méthodes administratives qui excluent soigneusement les apports des spécialistes en habitation, architectes ou ingénieurs, d'avoir conçu une méthode de demande de propositions foncièrement inadéquate, d'avoir axé toutes ses actions sur des projets au plus bas prix sans aucune considération pour la qualité d'habitabilité des résidences, ce qui renvoie encore au faible rôle des spécialistes de la construction, exclus pratiquement du cheminement des projets — ce qui, entre parenthèses, favorise assez bien les petits tripotages — d'avoir réduit le rôle des inspecteurs de façon non tant ridicule que suspecte, d'avoir interdit aux architectes de la Société d'habitation de se déplacer sur les chantiers pour se rendre compte de visu de ce qui s'y passait, ce qui est incroyable, M. le Président.

Le rapport Gilbert reproche au ministre et à la Société d'habitation du Québec de n'avoir fait aucun inventaire des besoins en habitation au Qué-

bec. Là-dessus, le ministre retrouvera, dans les crédits de l'an dernier et ceux des deux années précédentes, les demandes précises du Parti québécois à cet effet. Le ministre s'était alors pourfendu à démontrer tantôt qu'on n'en avait pas besoin, tantôt que cela était fait, et voilà qu'un rapport officiel lui reproche exactement ce que nous avons explicité lors des crédits à plusieurs reprises au niveau de cette Chambre. Le rapport Gilbert lui reproche également de n'avoir aucune politique générale d'habitation à court et à long terme et une absence complète de planification, le tout se traduisant en mauvaise utilisation des fonds publics.

Voilà le portrait. Ceci a existé et s'est développé à la Société d'habitation du Québec avec l'acquiescement du ministre, forcément. De même si cet aspect est toujours plus douteux pour l'opinion publique, on peut se demander si les retombées spectaculaires de l'affaire de la Société d'habitation du Québec, celles qui tournaient autour de faits de corruption et de tripotage, ne risquent pas de faire oublier à tout le monde que finalement l'affaire de la Société d'habitation du Québec est d'abord une affaire d'incompétence administrative du ministre qui entérinait tout cela. Si le ministre n'a pas encore mauvaise conscience, qu'il relise les crédits de l'habitation depuis quatre ans, où il niait tout le problème de la SHQ et esquivait les questions.

M. le Président, après avoir fait le tour sommaire de la situation de l'habitation au Québec, après avoir fait le tour de l'action de l'Etat dans ce secteur, il est très clair qu'une bonne partie du marasme du logement au Québec vient du gouvernement et ceci parce que le gouvernement n'a jamais seulement conçu son rôle réel. On n'est pas parvenu à trouver une place à la Société d'habitation du Québec au sein de tout le processus de création de logement au Québec. C'est là le fond du problème.

Devant le rapport Gilbert, devant le rapport Legault, je m'attendais, évidemment, à un grand couplet de vœux pieux à travers le discours inaugural. Mais non. Le ministre n'ose même plus enrober son inertie dans de bonnes intentions savoureuses. Dans le discours inaugural, vous le remarquerez, on n'en fait pas mention. C'est bouche cousue sur toute la ligne.

N'est-ce pas, M. le Président, le président de l'Association provinciale des constructeurs d'habitations, M. Fernand Alain, qui, en octobre dernier, déclarait que le gouvernement du Québec semble considérer la question de l'habitation comme le moindre de ses soucis? Là-dessus, je fais remarquer qu'il est regrettable que le rapport Gilbert, qui analyse si bien le fouillis de la SHQ, n'y apporte que des correctifs du genre? "il faut changer le système de demande de propositions". Comme ce rapport reprochait par-dessus tout au ministre de ne pas avoir conçu de politique d'habitation, il me semble que le rapport Gilbert aurait pu proposer au moins des ébauches. Ces ébauches, on les trouvera également à peine dans le rapport Legault qui, lui aussi, se borne au constat statistique,

à moins que le ministre nous ait caché encore quelques documents.

Le problème de base est que l'Etat doit choisir. Ou bien de construire des maisons lui-même et par le biais des municipalités, mais alors il doit le faire pour influencer le stock de logements disponibles, et s'il choisit cette solution, M. le Président, il doit y aller à fond et sur une vaste échelle, en innovant de tous côtés, tant en architecture que dans la gérance de ces immeubles. Ou bien il doit choisir d'autres voies pour aider les couches les plus vulnérables de notre société. Je crois cependant que s'il avance dans la première voie, M. le Président, à savoir de construire des maisons lui-même et par le biais des municipalités, il ne doit pas s'avancer timidement, parce que s'avancer timidement et sur la pointe des pieds dans cette voie, comme il l'a fait jusqu'à présent, eh! bien, cela n'a aucune influence au bout de la ligne.

Le gouvernement britannique, on le sait, a choisi cette voie, directement et par le biais de sociétés sans but lucratif qu'il suscitait; il a ainsi construit des centaines de milliers de logements. C'est un choix que le gouvernement britannique a fait. Ce choix, M. le Président, le Parti québécois le fait sien. Nous croyons que le fondement d'une politique d'habitation qui aide les plus défavorisés du marché du logement et comble les besoins non comblés par le marché normal passe par la construction massive de logements par l'Etat et les municipalités. Mais pas la goutte d'eau insignifiante à laquelle on assiste présentement; pas avec l'absence complète d'imagination technique de la SHQ actuelle; pas sans la participation des locaux à la gérance; pas non plus, sans la participation massive des coopératives d'habitation et des organismes sans but lucratif. A tel point que les activités de la Société d'habitation n'aient plus alors, si on le fait massivement, si on prend cette voie et que le gouvernement accepte de construire, lui-même ou par le biais des municipalités, massivement des logements, de commune mesure avec les balbutiements actuels, et, qualitativement, ce sera sûrement autre chose.

M. le Président, évidemment, avec l'omniprésence fédérale en habitation, il y a la Société centrale d'hypothèques et de logement qui mène ses politiques parallèles, politiques, encore une fois, qui ne vont pas dans le sens des besoins québécois, comme je l'ai démontré tantôt. Eh bien, on voit mal comment cette omniprésence fédérale peut permettre l'essor d'un système complet d'aide au logement comme nous en parlons. Mais ce n'est pas la première fois que le fédéralisme nuit au Québec et on devra attendre une prise en main des intérêts des Québécois par eux-mêmes pour que le gouvernement puisse développer une politique d'habitation cohérente.

Pour le moment, rien n'empêche le ministre responsable, ce qui est une façon de parler, de commencer à y penser et à amener le système actuel vers autre chose. M. le Président, par contre — je termine là-dessus — dans l'immédiat,

compte tenu de la crise en cours, le Parti québécois considère que l'urgence de la situation exige des mesures urgentes qui ne peuvent attendre la remise en santé de la Société d'habitation du Québec et du ministre responsable.

C'est pourquoi, comme mesure temporaire et transitoire, nous croyons que, dès le prochain budget, l'Etat devrait mettre en branle un programme d'aide à l'habitation, axé sur les besoins directement. De plus, nous croyons que le gouvernement doit accepter, premièrement, la mise sur pied d'un système de crédit d'impôt, suivant lequel une partie du loyer ou, dans le cas d'un propriétaire occupant, des taxes foncières serait déduite de l'impôt sur le revenu, comme la chose existe, d'ailleurs, dans la province de l'Ontario.

Egalement, nous croyons que le gouvernement doit accepter qu'une subvention directe de \$1000 par habitation neuve, comme nous l'avons maintes fois demandé depuis plus d'un an, soit donnée à ceux qui construisent leur habitation.

En entrant dans les détails connexes à une politique du logement, le ministre devrait aussi concrétiser avec son collègue du Travail la promulgation de ce célèbre code québécois du bâtiment avec lequel on "taponne" depuis 1971 et qui devait être en vigueur le 1er janvier 1975.

Nous croyons également que le gouvernement devrait aussi relancer les coopératives d'habitation qui, appuyées sérieusement par l'Etat, sont essentielles à la santé du logement au Québec, même si le gouvernement libéral se méfie comme de la peste des coopératives et que le ministre actuel est celui qui a présidé à la mort des initiatives coopératives en matière de logement. Il faudra un autre gouvernement que celui-ci pour faire des coopératives une pierre angulaire de toute politique du logement social au Québec.

Egalement, c'est au ministre responsable de l'habitation de lutter auprès des autres ministres pour mettre fin à ces démolitions effrénées de nos centre-ville pour y construire à l'aveuglette autoroutés et édifices gouvernementaux qui sont l'envers d'un urbanisme intelligent et humain.

M. le Président, il faudrait également une politique vigoureuse contre la spéculation foncière en milieu urbain, problème que nie continuellement le ministre qui se fait littéralement complice par son inaction.

En terminant, je dois vous dire que, par rapport aux mesures que nous avons proposées étant donné l'état d'urgence, dans ce domaine de l'habitation, je ne me fais pas d'illusions en demandant au ministre actuel d'agir, alors que la réalité lui échappe comme l'eau dans un filet, que ce soit en matière d'environnement, en fiscalité municipale ou en matière d'habitation. Mais je crois que c'est la responsabilité de l'Opposition de mesurer l'écart entre la réalité et les mensonges dont on l'habille continuellement, ce que fait en matière d'habitation le ministre responsable. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président suppléant (M. Séguin): L'honorable député de Verdun.

M. Lucien Caron

M. Caron: M. le Président, je remercie mes collègues. Je sais qu'ils vont m'écouter religieusement. Les premiers mots de mon discours sur le message inaugural vous sont adressés. Considérant la fonction que vous occupez et la sachant très exigeante, je désire, dans cet avant-propos, vous offrir mon entière collaboration comme député de cette Chambre. Permettez-moi ici de vous faire part de ma critique à l'endroit du comportement de mes collègues d'un côté comme de l'autre de la Chambre.

M. Harvey (Charlesbourg): Nommez-les!

M. Caron: Depuis le début de la session, le ton des débats, souvent échaudé, a donné lieu à des interventions souvent déplacées. Qu'on relise tout simplement le journal des Débats de jeudi dernier ou bien la couverture que font les journaux du Québec. Il n'est pas du tout en notre honneur, comme députés de l'Assemblée nationale, institution suprême de notre système politique, d'attaquer nos adversaires en des termes peu respectueux et sur des sujets qui ne concernent que le député lui-même, c'est-à-dire, sa vie privée. Chacun, je pense, a sa part de réflexion à faire là-dessus. Et j'ai confiance qu'avec le concours de tous les députés de l'Assemblée nationale, notre travail législatif pourra se faire dans un climat plus sérieux.

Ceci étant dit, M. le Président, je voudrais vous féliciter pour les efforts que vous mettez à moderniser le Parlement provincial et le rendre plus près des citoyens, que ce soit par le service d'accueil ici même au parlement ou par la diffusion d'informations sur nos institutions politiques. C'est, à coup sûr, un pas vers une grande démocratie.

Maintenant, je m'arrêterai au discours inaugural du mardi 16 mars. Au Canada, comme dans tous les pays industrialisés, le temps est à l'austérité. Le Québec n'y échappe pas non plus. Il faut songer sérieusement à changer nos mentalités quant à notre pouvoir de dépenser. Celui-ci est limité et pour le gouvernement et pour le citoyen. Dans ce sens, le gouvernement du Québec n'a pas fait de la quatrième session de la trentième Législature celle de lancement de grands projets. Au contraire, le gouvernement intervient dans de multiples secteurs qui intéressent davantage l'individu, que ce soit l'agriculteur, la femme, l'accidenté de travail, l'handicapé ou la personne âgée, âgée.

Je suis bien aise de constater que, même si la situation économique du Québec ne permet pas qu'on lance de grands projets, des mesures sociales importantes seront discutées et implantées pour une plus grande justice.

Et puisque je parlais, il y a quelques instants, de grands projets, il en est un dont le succès, et pour le Québec et pour le Canada, est primordial, celui des Jeux Olympiques. Depuis que le gouvernement du Québec a pris la situation en main, par

le biais de la Régie des installations olympiques, il est permis de croire à un succès. Le ministre des Affaires municipales, dans une entrevue radiophonique rapportée par la Presse de lundi dernier, disait à ce propos: "Montréal aurait pu se trouver dans la même mauvaise situation financière que New York, si le gouvernement du Québec n'était pas intervenu pour prendre la direction des Jeux Olympiques". Du même coup, le gouvernement du Québec améliore la situation et des Jeux Olympiques et de Montréal. Il reste maintenant à accueillir le monde international".

Je parlerai maintenant plus en détail des mesures sociales annoncées et de la réforme de certaines de nos institutions et pratiques. La refonte de la loi 45, je parle de la Loi de la protection du consommateur, se fait essentielle, car qui n'est pas plus démuné que le consommateur, au moment de l'achat? Comme le regroupement dans ce secteur en est à ses premiers pas, le consommateur se trouve, la plupart du temps, seul. C'est pourquoi le gouvernement du Québec, par le biais de l'Office de la protection du consommateur, impose aux deux parties des règles de procédure et garantit, par ce contrôle, une plus grande confiance dans l'échange. Je suis donc heureux de voir que le champ d'application de cette loi sera élargi.

Dans un autre domaine, celui de la sécurité routière, il devient nécessaire de réviser le Code de la route pour l'adopter aux réalités de 1976. A mon avis, il ne faut pas avoir peur d'être plus sévère envers l'automobiliste, il y va de la vie de tout le monde.

Parlant d'accidents, mais d'accidents de travail, cette fois-ci le gouvernement présentera une refonte de la Loi des accidents du travail. Pour les gens de mon comté et pour la population du Québec, cette nouvelle loi viendra satisfaire les critiques souvent lancées contre le manque d'appropos de la loi de 1941.

Quand le gouvernement s'intéresse à vouloir définir une politique de qualité de la vie des personnes âgées, il s'intéresse aussi à un nombre grandissant de personnes. Le troisième âge, comme on l'appelle souvent, a droit à une vie "sécurée" et bien remplie. C'est, à mon avis, affirmer que les personnes âgées font toujours partie de notre société et que cette dernière doit s'occuper à leur rendre la vieillesse plus agréable.

Jusqu'au tout dernier discours inaugural, les handicapés, comme groupe spécifique, étaient presque laissés pour compte. En créant un office pour les handicapés, ceux-ci pourront se faire mieux connaître; et leur participation à la société québécoise sera ainsi active et autonome. Je me réjouis d'une telle initiative.

Enfin, comme dernière mesure sociale, j'aurais bien aimé voir dans le message inaugural, une mesure concernant le logement. Bien entendu, le rapport Castonguay sur l'urbanisation consacre une partie du chapitre VIII à l'habitation. En attendant, que fait-on pour améliorer les conditions dans ce secteur vital pour l'individu? J'espère que certaines des recommandations ou plutôt orienta-

tions contenues dans ledit rapport seront écoutées, analysées et implantées. Je parle de quelques mesures sociales. Il y en aurait bien d'autres à souligner, mais, pour l'instant, je formulerai quelques autres commentaires qui traitent de réformes dans nos institutions et pratiques.

Je vois dans la création d'une cour du Québec une réforme majeure dans l'administration de la justice. Ne va-t-on pas dans le sens de son assouplissement? En effet, en réunissant sous une même coupe la Cour provinciale, la Cour des sessions de la paix, la Cour du bien-être social et les Cours municipales, on diminue tout d'abord cette complexité de tribunaux pour le justiciable. De plus, on stimule les juges eux-mêmes, en permettant une plus grande mobilité entre les futures sections. Quant à la création d'un conseil de la magistrature, nul doute que celui-ci pourra améliorer la décision du ministre de la Justice dans la nomination des juges. Les avis exprimés par le conseil apporteront plus d'objectivité à la décision, si on peut dire, parce que ce conseil sera informé de la carrière de tous les candidats à la magistrature; l'éclairage sera aussi meilleur. Cependant, ce changement est peut-être mineur, à brève échéance, mais je pense qu'ultérieurement, avec le code de déontologie que le conseil peut soumettre et le perfectionnement des magistrats qu'il peut suggérer, il y va de l'amélioration de l'administration de la justice.

Finalement, pour parler de certaines pratiques, je pense qu'en énonçant un code d'éthique pour les députés et en voulant abolir les caisses électorales traditionnelles, le Québec va dans le sens d'une amélioration dans l'exercice de la démocratie.

En effet, d'une part, le code d'éthique assure le citoyen d'être représenté par son député en Chambre ou en commission et rehausse, à cause des règles établies, la qualité des discussions parlementaires, d'autre part.

L'abolition des caisses électorales identifie au grand jour les donateurs du parti et, entre autres points, place les différents partis politiques sur un pied d'égalité. On ne parlera plus de caisses occultes.

M. Hardy: Très bien. On va savoir qui fournit à la caisse du PQ.

M. Bédard (Chicoutimi): On n'a pas de cachettes à faire, nos livres sont ouverts, dûment authentifiés, à part cela.

M. Hardy: Vos livres sont ouverts à vos petits amis.

M. Bédard (Chicoutimi): Dûment authentifiés par un comptable.

Le Président suppléant (M. Séguin): A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!

M. Caron: M. le Président, je sais que je fais plaisir au ministre des Communications, parce que

le ministre des Communications, depuis que je le connais, travaille dans ce sens pour abolir les caisses électorales et donner justice à tous les partis.

M. Bédard (Chicoutimi): Quand on connaît le Parti libéral, ce n'est pas un petit projet de loi comme cela qui va empêcher les caisses occultes et les donateurs.

M. Veilleux: Il n'est pas fin.

Le Président suppléant (M. Séguin): A l'ordre!

Le député de Verdun.

M. Caron: M. le Président, je reviens à mon discours, mais je tiens à souligner que le succès d'une telle entreprise est fonction de l'application stricte qui en sera faite, et c'est ce que je souhaite. Mes propos sur le discours inaugural étant terminés, j'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur un sujet qui me tient à coeur, l'avenir de la Communauté urbaine de Montréal. J'ai appris par les journaux que les maires de banlieue, réunis en conférence dernièrement ont adopté plusieurs recommandations pour réformer les structures de la CUM dont ils font partie.

Je suis satisfait de constater que les maires de banlieue ne veulent plus la mort de la CUM et qu'ils sont prêts à discuter de son avenir. A ce point de vue, j'ose espérer que les recommandations quant à un nouveau partage de compétences entre la CUM et les villes, recommandations qui seront soumises au ministre des Affaires municipales, seront écoutées. Il y va, à mon avis, de la réussite du gouvernement régional qu'est la Communauté urbaine de Montréal. Sur cela, M. le Président, je vous remercie.

Le Président suppléant (M. Séguin): Le député de Bellechasse.

M. Pierre Mercier

M. Mercier: M. le Président, en cette belle matinée printanière, je pense que la température se prête très bien à réfléchir de façon peut-être un peu plus détendue sur ce discours inaugural que nous avons entendu la semaine dernière, à réfléchir également sur ce que nous avons entendu par les commentaires de mes collègues de cette Assemblée et particulièrement chez ceux qui constituent l'Opposition dite officielle.

C'est aberrant, M. le Président, de constater que certains individus peuvent avoir deux personnalités; deux personnalités en ce sens que lorsqu'ils coiffent leur titre de députés, assis à leur siège, ils vont prendre une tout autre attitude et complètement, disons, renier des principes ou des attitudes de citoyens québécois sincères et désireux de travailler pour le développement de leur province.

M. Hardy: On sait que ce sont des schézo-phrènes.

M. Mercier: Je ne le vous fais pas dire. En effet, nous avons, M. le Président, depuis la semaine dernière, entendu ces messieurs de l'Opposition évaluer le discours inaugural et le devis législatif de ce que le gouvernement entend proposer au cours des prochaines semaines.

A les entendre, il appert que ce discours ne contenait absolument rien de valable, absolument rien de positif, que le gouvernement était un gouvernement irresponsable et que tous ses députés, du côté ministériel, étaient pour ainsi dire des nullités, des individus de troisième ordre.

M. Bédard (Chicoutimi): C'est bien résumer la situation.

M. Mercier: Lorsqu'on réfléchit à ces commentaires, nous, comme députés d'arrière-ban et "back-benchers", comme se plaît à le dire le mini-député du Saguenay, nous, ces "back-benchers", après un noviciat de quelque deux ans et demi — nous atteignons notre troisième année — avons eu l'occasion d'observer, d'analyser le comportement et l'attitude de nos collègues, leur conception du rôle de député et la participation qu'ils entendent apporter aux destinées et à l'administration des affaires de l'Etat.

Nous n'avons pas toujours l'occasion de participer à tous les débats, à cause, justement, de ce système parlementaire et de cette réglementation qui nous régit. Nous comprenons fort bien qu'il serait difficile pour près de 100 députés du côté ministériel de pouvoir prendre la parole sur tous les projets de loi, tout ce qui est discuté en cette Assemblée.

Cependant, nous pouvons, comme je le disais précédemment, observer le comportement de ces individus et surtout le jugement de ceux-ci, si nous pouvons le qualifier de jugement. En fait, depuis la semaine dernière, ces députés de l'Opposition n'ont rien trouvé de mieux à dire que de dénigrer le gouvernement, de dénigrer de leurs concitoyens québécois qui ont à coeur l'avenir de la province, le développement de notre province, le mieux-être de nos concitoyens, l'amélioration et le développement des régions que nous représentons.

C'est à comprendre que ces individus se croient les seuls défenseurs de la veuve et de l'orphelin, les seuls défenseurs de la langue française, les seuls sauveteurs de la race. C'est à se demander si, comme je le disais au tout début de mes remarques, ce ne sont pas des citoyens à double personnalité. Il me semble qu'en adultes nous pourrions tout de même conserver une certaine décence dans nos propos, exprimer un jugement, tout de même, qui ne se laisserait pas influencer par des fins partisans à outrance, afin de garder une juste mesure, une juste pondération dans nos commentaires. C'est ce que je voudrais tenter de faire ce matin, même si j'aurais peut-être envie, moi aussi, à un moment donné, de déborder de cette pondération et de laisser échapper certains commentaires qui peuvent me venir à l'esprit lorsqu'on entend de telles conneries, comme cel-

les que nous avons entendues de certains députés de l'Opposition.

M. Gratton: Laissez échapper un peu, laissez échapper.

M. Veilleux: Laissez échapper.

M. Mercier: Depuis donc près de trois ans maintenant que nous siégeons à cette Assemblée, nous avons eu l'occasion de voir les intentions et l'action de notre gouvernement dans la gestion des affaires des Québécois, de nos propres affaires. Nous avons constaté aussi le désir sincère du gouvernement actuel, malgré des difficultés nombreuses qui ne sont pas particulières au Québec, mais que l'on retrouve à l'échelle de notre pays le Canada, que l'on retrouve sur tout le continent nord-américain et dans les pays d'Europe. Ces difficultés sont donc internationales et c'est à l'intérieur de ce contexte économique difficile que nous traversons que tout gouvernement, de quelque allégeance politique qu'il soit, doit tenter d'administrer les destinées d'un pays, d'une province.

C'est pourquoi il n'existe pas de solution miracle dans la gestion, que ce soit des affaires de l'Etat ou d'entreprises, etc. C'est à l'intérieur donc de ces difficultés que nous devons tenter de trouver des mesures qui seront susceptibles d'améliorer la situation dans tel ou tel domaine. C'est de cette façon que nous percevons le rôle et l'action de chaque député dans cette Chambre. Il faut tenter par sa participation personnelle, soit dans son comté respectif ou à l'intérieur des comités ou de son parti — que ce soit le parti qui constitue le gouvernement ou le parti de l'Opposition officielle ou les tiers partis — d'apporter quelque chose de constructif par des suggestions, des commentaires. Certaines critiques, lorsqu'elles sont fondées, sont tout de même de nature à contribuer à améliorer les projets de loi qui nous sont soumis.

Mais de là à affirmer qu'il n'y a rien de constructif, que le gouvernement n'a absolument rien fait ou envisagé de ne rien faire, il y a une marge. Les commentaires que nous avons entendus de quelques-uns de nos collègues sont de la pure démagogie. C'est mentir éhontément à la population du Québec, c'est tenter de manipuler l'esprit de nos populations pour en arriver à exploiter peut-être l'ignorance de quelques-uns. C'est les manipuler pour soulever de la contestation, je dirais même pour susciter la révolution dans certains secteurs afin de renverser le gouvernement ou le régime ou le système établi.

Heureusement, M. le Président, nos populations de toutes les régions du Québec ne sont pas dupes au point de se laisser berner par des promeneurs, vous savez, de fausses nouvelles, par des souleveurs de troubles, par des pelleteurs de nuages ou par ceux qui voltigent dans la stratosphère.

Le comté rural de Bellechasse-Dorchester est une circonscription qui renferme de ces citoyens dotés d'un bon jugement et du gros bon sens.

Cette population, dis-je, est consciente que le gouvernement ne peut pas faire de miracles, que le gouvernement est constitué d'individus, de citoyens du Québec, de citoyens qui ont à coeur, tout comme la majorité, l'amélioration de notre milieu. Cette population est consciente, que ce soit l'individu à titre de député ou le député à titre de ministre, que chacun tente de façon sincère de trouver les solutions qui s'imposent, les modifications à certaines lois qui contribueront à atteindre ce mieux-être et cette qualité de vie que le gouvernement Bourassa s'est donnée comme objectif, l'amélioration de la vie de l'ensemble des Québécois.

Dans Bellechasse, c'est ce que nous tentons de faire également. Je pense, M. le Président, que c'est peut-être par fausse modestie que nous ne disons pas assez souvent ce que nous faisons nous, les députés libéraux, ce que nous faisons nous, les députés d'arrière-ban, dans nos circonscriptions respectives, comme contribution à l'analyse des projets de loi ou des lois du gouvernement.

On a vu de ces députés de l'Opposition — pour ne pas les nommer je mentionnerai rapidement le mini-député de Saguenay et le député perdu de Beauce-Sud — qui l'an dernier venaient dans nos régions respectives pour tenter de sauver la classe agricole, pour dire à nos producteurs agricoles qu'eux s'occupaient de leurs affaires. Je me souviens, entre autres, d'un certain moment, il y a deux ans, alors que nos producteurs laitiers étaient informés de cette transformation dans la politique du transport du lait en bidon. On modifiait ce système pour adopter le transport du lait en vrac. Quelques mois antérieurement à la visite des députés de Beauce-Sud et de Saguenay, j'avais pris l'initiative de convoquer, avec les dirigeants de l'UPA du secteur et avec les officiers du ministère de l'Agriculture, tous ces producteurs qui étaient touchés. Je les avais rencontrés au printemps 1974 alors que ces deux apôtres de l'inconnu, pour ne pas dire de l'amour méconnu, venaient rencontrer, quelques mois après, nos producteurs laitiers.

Quelle farce monumentale, M. le Président, alors que, malheureusement, leur gestapo ne les avait pas informés que le député de Bellechasse s'était occupé de cela quelques mois avant leur arrivée dans le comté.

Nous les avons vus également, M. le Président, récemment, se faire les défenseurs des propriétaires de petits abattoirs au Québec. Quelle rigolade! Quelle rigolade, M. le Président, lorsqu'on considère — on peut vérifier mes allégations — que l'an dernier, aussitôt que le projet de cette nouvelle réglementation fut connu, nous avons pris l'initiative, nous, quelques députés libéraux de la région de Québec et de l'Est du Québec, de convoquer les propriétaires de petits abattoirs, partant de la région de Témiscouata-Kamouraska allant jusqu'à la région de Trois-Rivières, sur la rive nord ainsi que sur la rive sud; nous en avons de toute la région, nous avons les Cantons de l'Est, etc. Nous les avons convoqués,

M. le Président, et pour fins de vérification de la part de l'Opposition, nous les avons convoqués à cet édifice qu'on appelle le Club de réforme.

C'est là où nous avons écouté les propriétaires de ces abattoirs, afin de leur demander ce qu'ils pensaient de cette nouvelle réglementation proposée, quels étaient leurs commentaires, les suggestions qu'ils avaient à nous formuler, les modifications qu'ils avaient à nous proposer, pour que ça colle à la réalité, aux besoins du milieu et que, également, cela puisse être — comme dirait le grand patron de notre ami du Ralliement créditiste — physiquement et financièrement réalisable.

Nous avons donc, dans un premier temps, rencontré ces propriétaires de petits abattoirs. Nous avons, par la suite, fait état de cet inventaire des remarques aux fonctionnaires du ministère de l'Agriculture pour, par la suite, revoir un certain nombre de propriétaires de petits abattoirs et continuer notre dialogue et nos pourparlers avec les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture.

Je voudrais, M. le Président, sur ce sujet, apporter une mise au point en ce sens que, dans le discours inaugural, l'on fait état d'intentions et de propositions, que le gouvernement s'engage à déposer au cours de cette présente session, sur des modifications à la Loi de la fonction publique, afin d'en arriver à une meilleure gestion des employés de l'Etat, en organisant, en prévoyant une certaine décentralisation, de déléguer certains pouvoirs aux ministères de façon à leur permettre d'accélérer les procédures de gestion de leur personnel. Je profite de ce passage sur les petits abattoirs, sans pour autant viser de façon directe les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture. Mais il est bon de faire cette mise au point parce que, vous savez, M. le Président — je ne voudrais pas me citer à titre de référence, même si j'ai été fonctionnaire pendant dix ans — il y a de très bons fonctionnaires et il y en a d'autres, disons, qui auraient besoin peut-être de recyclage. Recyclage dans le sens que certains fonctionnaires, après un certain nombre d'années, semblent être passablement éloignés des réalités du milieu dans les différentes régions du Québec. Non pas qu'ils soient mal intentionnés, mais dans la préparation de projets de loi ou de réglementations, il faut être conscient des possibilités et des capacités des personnes concernées par telle réglementation, de pouvoir s'y conformer, d'une part, à l'intérieur de limites raisonnables, mais que ça ne puisse engendrer une transformation majeure qui va, dans certains cas, faire disparaître des entreprises existantes ou des institutions ou des activités qui, dans un secteur donné, pouvaient créer des emplois ou contribuer à maintenir et à développer l'économie locale ou régionale.

Donc, certains de ces fonctionnaires qui, dans un sens, sont bien intentionnés, vont préparer des règlements, qui sont très acceptables sur le principe mais dont l'application crée des difficultés considérables. C'est dans cet esprit que je voudrais dire que ce projet d'amender la Loi de la fonction publique devra également permettre à certains ministères, dans certains cas, d'avoir cette facilité de mobilité du personnel pour que

chaque homme soit à la bonne place. Si, à un moment donné, le type qui cumule telle ou telle responsabilité n'a pas la compétence ou l'habileté nécessaire dans l'exercice de ses fonctions pour prendre telle responsabilité, qu'on le dirige ailleurs.

Chez la population, vous savez, on entend souvent ces commentaires que le gouvernement ne semble, dans certains cas, pouvoir maîtriser cette force de fonctionnaires qui, dans certains ministères, vont s'évertuer à contrecarrer les projets et l'action gouvernementale. C'est à se demander si on n'assiste pas à un gouvernement parallèle au niveau des fonctionnaires à en juger, également, par l'alimentation de certains documents confidentiels qui sont dirigés à ces "pelleux" de nuages du Parti québécois.

Donc, sans pour autant minimiser ou diminuer le rôle des fonctionnaires, je dis que la majorité de ceux-ci accomplissent leur tâche avec sincérité, avec détermination et avec une conscience professionnelle tout de même remarquable. On peut s'interroger, cependant, sur un certain nombre.

On a eu l'occasion, justement, cette semaine, d'être témoin d'un spectacle dégradant et je dirais, pour ne pas utiliser ce qualificatif, un spectacle honteux de la part de quelques employés de l'Etat québécois. Ces fonctionnaires, qui se disent professionnels, viennent, à l'extérieur de leurs bureaux, clamer, dégoûter, vomir sur les membres de cette Assemblée...

M. Harvey (Jonquière): Tirer des oeufs!

M. Mercier: ... démontrant un manque de jugement, un manque de discernement, un manque de civisme vis-à-vis des membres de cette Assemblée alors que ceux-ci sont au service de l'Etat. Ces individus n'ont pas assez de jugement pour pouvoir faire une distinction entre une situation donnée et une autre situation. Et c'est à ces gens qu'on va confier la gestion de l'administration gouvernementale, dans certains ministères? Cela m'inquiète un peu. Cela m'inquiète un peu, M. le Président, parce qu'à voir ce que l'on a vu, on peut se demander ce qui se fait à l'intérieur de certains ministères, à notre insu et à l'insu des titulaires de ces ministères.

Il va falloir que ces amendements à la Loi de la fonction publique puissent prévoir des mesures correctives et disciplinaires pour les fonctionnaires qui poseront des gestes comme ceux qu'ils ont posés, afin que nous puissions assurer le contribuable québécois que les employés de l'Etat sont au service de l'Etat, au service de la population et vont respecter leur serment d'office; qu'ils vont respecter également, dans l'exercice de leurs fonctions, toutes les normes ou règles administratives normales qui veulent une gestion honnête, une gestion économique des affaires de l'Etat.

C'est pourquoi, donc, revenant à cette question des abattoirs, nous, les députés libéraux de la région de l'Est, avons pris l'initiative de rencontrer ces gens, afin de pouvoir, par la suite, transmettre ces informations au ministère de l'Agriculture. On nous avait laissé entendre qu'effective-

ment l'on tenterait de réviser non pas le principe de la chose ni les objectifs envisagés par cette réglementation d'assurer l'hygiène, la salubrité dans l'exploitation des abattoirs, afin de protéger le consommateur, mais, tout en respectant ces objectifs précis, d'arriver avec des normes de construction qui ne seraient pas trop onéreuses financièrement afin de permettre à un bon nombre de ces abattoirs de poursuivre leurs activités.

Malheureusement, les modifications qu'on attendait ne sont pas celles que l'on souhaitait et, encore, nous avons à faire face à des prix tout de même excessifs pour les besoins des régions rurales. Tout en assurant la qualité de la viande qui peut être dépecée dans les opérations de l'abattage des animaux, nous pouvons, à l'intérieur de bâtisses moins luxueuses ou moins compliquées, atteindre les mêmes objectifs. C'est ce que nous avons demandé depuis un an et c'est ce que, avec l'aide et la compréhension du ministre de l'Agriculture, nous allons tenter d'atteindre.

Rapidement, puisqu'il ne me reste que quelques minutes, je voudrais souligner, entre autres, dans les points positifs que nous avons, nous, avec notre petite intelligence, décelés dans ce discours inaugural, la création d'un ministère des Loisirs, des Parcs et du Tourisme qui va contribuer à nous doter, dans les différentes régions du Québec, d'équipements de loisirs, d'équipements sportifs, et d'une organisation touristique régionale et provinciale, afin de mettre en relief, sur le plan touristique, les beautés que nous avons dans nos différentes régions, y compris celle de Bellechasse-Dorchester, et, au niveau du sport et du loisir, ce qui va correspondre aux aspirations de notre population.

Je voudrais souligner en passant — c'est tout à l'honneur du ministre responsable du haut-commissariat — que, depuis ces derniers mois, particulièrement depuis un an et demi, nous avons entrepris cette implantation de structures de loisirs dans les 36 municipalités du comté de Bellechasse-Dorchester. Déjà, sur les 36 municipalités, nous avons 18 dossiers, au moins, qui ont reçu l'assentiment du Haut-Commissariat aux loisirs et aux sports et ce, pour le bénéfice de notre population. Cela contribue certainement à l'amélioration de la qualité de vie de nos citoyens.

Nous avons appris également, M. le Président, que le gouvernement allait déposer un livre vert contenant les éléments d'une nouvelle politique culturelle. Cela aussi nous intéresse dans notre comté, car vous savez que le comté de Bellechasse-Dorchester remonte à il y a quelques centaines d'années, à quelque 300 à 350 ans. C'est un des premiers territoires qui furent habités ici au Québec. Nous avons donc des municipalités, situées particulièrement sur le bord du fleuve Saint-Laurent, qui présentent des attraits particuliers au niveau de l'architecture, sur le plan des vieilles maisons canadiennes et des vieux moulins. Je pense que nous avons de très belles choses à montrer. C'est dans cet esprit que nous entendons également nous intéresser particulièrement au livre vert sur la nouvelle politique culturelle, qui va nous permettre aussi, entre autres choses, dans

un projet que nous avons et que nous pilotons depuis quelques mois, l'implantation d'un comptoir d'artisanat à Saint-Michel de Bellechasse, afin de permettre aux visiteurs et à tous les amateurs de théâtre, qui fréquentent le théâtre d'été Beaumont-Saint-Michel, de se procurer à l'occasion les articles produits par nos artisans et nos artisanes.

C'est dans cet esprit, donc, que le ministère des Affaires culturelles a été saisi de notre demande et je ne doute pas que le ministre des Affaires culturelles saura considérer positivement notre requête, concernant l'implantation de ce comptoir d'artisanat.

Nous avons appris également les amendements qui seront apportés à la Loi de la protection du consommateur. Quand on sait les coûts prohibitifs de cette protection qu'est l'assurance-automobile, je pense que ce projet de loi, annoncé par le gouvernement dans le discours inaugural, va répondre également aux aspirations des Québécois et va justement apporter des mesures législatives, afin de pallier, si possible, cette montée croissante des polices d'assurance-automobile.

C'est dans cet esprit, M. le Président, que les citoyens de Bellechasse, à l'instar de ceux de la province, désirent une action gouvernementale sur des questions qui touchent l'individu dans son quotidien, particulièrement sur le plan financier.

Nous avons, également, M. le Président, appris l'intention du ministre des Transports d'apporter de nouvelles mesures dans le domaine de la sécurité routière. J'aurai probablement l'occasion d'exprimer mes commentaires lorsque sera déposée cette loi. A titre d'ex-directeur de la sécurité routière pendant plusieurs années au ministère des Transports, je ne peux que me réjouir de cette décision de notre gouvernement et des intentions du ministre des Transports d'amender le Code de la route afin de préserver le citoyen québécois. On peut, dans certains cas, avoir des hésitations sur des mesures qui peuvent être prises, qui peuvent entraîner certains inconvénients pour des individus, mais qui dans l'ensemble sont bénéfiques pour la population du Québec.

Je ne voudrais pas trop m'attarder sur la question, mais je voudrais mentionner rapidement, au niveau de la sécurité routière, l'impact des accidents de la circulation au Québec, sans pour autant citer les chiffres statistiques de mortalité, des blessures que cela engendre, des frais d'hospitalisation qui sont encourus et payés par l'Etat, à cause de ces accidents. C'est la richesse humaine, M. le Président, qu'on ne peut évaluer et qui disparaît annuellement sur nos routes. Les accidents d'automobile frappent toutes les catégories d'âge de la population et c'est pourquoi cette évaluation, on ne peut la quantifier ou la monnayer financièrement. C'est la plus importante et c'est dans cet esprit — j'en suis persuadé — que le ministre des Transports va apporter ses nouvelles mesures dans le domaine de la sécurité routière et, d'emblée, je pense que la majorité des citoyens du Québec saura les observer et les accepter.

Nous avons appris également l'implantation

d'un nouveau régime de prêts-bourses aux étudiants, qui, également, va répondre à des aspirations de notre population étudiante et aussi des parents qui ont à payer la note. Vous savez que, dans les régions rurales, les familles sont encore nombreuses dans plusieurs paroisses et il est onéreux pour les parents d'avoir à maintenir à l'extérieur de nos municipalités, soit dans les CEGEP de la région et à l'université, deux, trois étudiants ou deux ou trois enfants aux études. C'est pourquoi on voit venir avec beaucoup d'intérêt des modifications au régime de prêts-bourses pour les étudiants et cela va contribuer à l'amélioration de cette qualité de vie, objectif du gouvernement actuel.

Nous avons également constaté, dans un projet qui sera déposé par le gouvernement, l'aménagement du territoire municipal et agricole. Je parlerai du dernier aspect, car dans nos comtés ruraux il est important d'avoir ce plan d'aménagement au niveau de nos terres agricoles, de nos terres arables, afin d'assurer une exploitation de nos terres et d'éviter que ces terres à vocation agricole puissent servir à d'autres fins, à d'autres vocations. Nous voyons venir avec intérêt cette politique du gouvernement et cela également va contribuer dans notre comté de Bellechasse-Dorchester à permettre une certaine planification et un développement en conséquence.

L'Office de planification et de développement du Québec entend parfaire ses schémas régionaux de développement.

Nous sommes intéressés, M. le Président, dans Bellechasse-Dorchester, à entrer dans cette grande famille, vous savez, de programmes de développement, alors que d'autres régions du Québec, et j'en suis fier pour elles, ont bénéficié de sommes importantes, dans le cadre des ententes fédérales-provinciales ou dans des ententes auxiliaires.

Nous cheminons, depuis au-delà d'un an, un projet dans ce sens pour le secteur de Bellechasse-Dorchester, et nous souhaitons ardemment être éventuellement considérés dans ces ententes auxiliaires afin d'assurer et d'amorcer particulièrement un plan de développement, que ce soit quinquennal ou sur une décennie, de façon, nous aussi, à permettre à ce bassin de population de la région de Québec, dans un laps de temps très court, de concert avec mon collègue et voisin, le député de Beauce-Nord, cette éventuelle autoroute de la Beauce et dans le secteur peut-être plus pittoresque de la vallée Etchemin, qui sillonnera cette route qui longe la rivière Etchemin ou la route de Bellechasse, afin de traverser non seulement nos belles municipalités rurales mais également nos montagnes et cette région qui présente un intérêt panoramique pas mal fantastique.

Il me serait difficile, M. le Président, de ne pas dire un mot, vous le comprendrez, des intentions gouvernementales dans le domaine forestier. L'économie de Bellechasse et de cette région du sud des comtés de Bellechasse-Dorchester et de Montmagny-L'Islet ont une vocation forestière. Nous sommes hautement intéressés par le déve-

loppement de nos richesses naturelles et particulièrement dans ce domaine forestier.

Nous avons vu l'implantation et la venue de REXFOR qui a agi comme maître d'oeuvre de la forêt domaniale des Apalaches. Nous y voyons un rôle positif et nous comprenons l'accent que le gouvernement a voulu donner à l'exploitation de cette forêt domaniale, de façon à en arriver à une exploitation rationnelle qui va permettre également d'assurer une reproduction de cette forêt et de maintenir ainsi l'économie forestière.

Nous avons également, sur nos territoires, les forêts privées, les boisés privés. C'est rapidement que je voudrais soulever un problème dont les ministres concernés, de l'Agriculture et des Terres et Forêts, ont été informés, soit celui de la commercialisation du bois à pâte. Cela présente actuellement des difficultés particulières, dans ce système qui fut instauré dans la commercialisation du bois à pâte, avec cette exclusivité qui fut consentie au Syndicat des producteurs de bois de Québec-Sud sous l'égide de l'UPA. Non pas que j'en veuille à ce Syndicat des producteurs de bois de Québec-Sud.

Je voudrais, cependant, que nous puissions en arriver à un juste équilibre et à une équité dans cette action de commercialisation du bois à pâte, afin d'éviter cette discrimination que nous constatons actuellement dans Québec-Sud vis-à-vis de certains individus qui ont oeuvré toute leur vie dans le domaine forestier et qui gagnaient honorablement leur vie.

Après avoir investi des sommes considérables d'argent dans de l'équipement, aujourd'hui, ils se voient réduits quasi à néant à cause du système actuellement en vigueur dans Québec-Sud, et ne peuvent acheminer le produit de leur travail aux compagnies papetières, ou ne peuvent mettre en action l'équipement qu'ils possèdent, alors que, antérieurement, ils pouvaient le faire.

Ce que nous demandons — et c'est ce que l'Association des propriétaires de boisés privés du Québec demande — c'est d'être reconnus, au même titre que le Syndicat des producteurs de bois de Québec-Sud: c'est de pouvoir, sur un marché libre, travailler de la même manière, tout en respectant les contingences du ministère des Terres et Forêts, avec une politique qui viendra — j'imagine — sur le contrôle et l'exploitation rationnelle de nos boisés privés, afin d'éviter que ces boisés soient coupés à blanc, et qu'on puisse assurer une exploitation rationnelle, la reproduction et la continuité de nos boisés privés.

Nous sommes d'accord avec les principes énoncés par le ministre des Terres et Forêts, et c'est à l'intérieur de ces principes que les producteurs forestiers de Bellechasse entendent oeuvrer.

En terminant, M. le Président, je voudrais réitérer à mes collègues le désir d'un "back-bencher", tout comme d'autres de mes collègues, de participer de façon positive, et c'est non pas un appel à tous, mais peut-être une réflexion que je pourrais adresser également aux députés de l'Opposition. Que nous ayons une étiquette politique différente dans ce jeu de la démocratie, c'est tout

à fait normal. Mais nous oublions trop souvent, malheureusement, que nous aussi, nous sommes des Québécois, des citoyens à part entière au Québec, que nous avons nous aussi des objectifs et des aspirations et que nous sommes désireux de travailler à l'amélioration de la communauté québécoise, en commençant dans nos circonscriptions respectives.

Que nous ne soyons pas d'accord sur bien des sujets, c'est tout à fait normal, mais qu'on se lance, dans certains cas, dans la démagogie, cela est anormal et inadmissible. Je voudrais ajouter, finalement, que la population de la province de Québec, comme celle de Bellechasse, à la suite de témoignages que j'ai reçus de la part de mes électeurs, souhaite ardemment que le climat actuel puisse s'améliorer, au niveau social, et que, après les négociations présentement en cours, à la lumière de ce que le ministre de la Fonction publique nous a dit hier, des ententes viennent prochainement.

Ce que la population désire, c'est une paix sociale, que nous puissions vivre et travailler, chacun dans notre domaine respectif, et d'éviter que ces perturbations ne viennent affecter non seulement la vie et l'avenir de nos étudiants, mais éga-

lement la situation dans nos familles et dans nos régions.

Je voudrais, M. le Président, remercier mes collègues de leur bonne attention et j'espère que le menu législatif que le gouvernement nous a proposé pourra se réaliser en entier pour le bénéfice des citoyens du Québec.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Le député de Taschereau.

M. Bonnier: M. le Président, je demande l'ajournement du débat.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): Il est treize heures actuellement.

M. Hardy: M. le Président, je demande l'ajournement de la Chambre à mardi, quinze heures.

Le Vice-Président (M. Lamontagne): La Chambre ajourne ses travaux à mardi, quinze heures.

(Fin de la séance à 12 h 59)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.

*Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau 74-A,
Téléphone: 643-2890*